

# art

# ists

# tes

RAPPORT  
D'ACTIVITÉ  
**2015**

2015  
ANNUAL  
REVIEW

Gérer et faire progresser les droits des  
artistes-interprètes en France et dans le monde  
*Adami manages and develops performers'  
rights all over the world*

60  
ANS  
D'AUDACE

**adami**



# Sommaire

CONTENTS

## 4 PERCEPTION ET RÉPARTITION DES DROITS

COLLECTION AND PAYMENT OF PERFORMERS' RIGHTS

### Les perceptions 2015

2015 RIGHTS COLLECTED

### Les répartitions 2015

2015 DISTRIBUTIONS

## 22 60 ANS D'AUDACE

60 BOLDLY YEARS

## 24 DÉVELOPPER LES DROITS DES ARTISTES INTERPRÈTES

DEVELOPMENT OF PERFORMERS' RIGHTS

### Une société au service des artistes

A COMPANY SERVING PERFORMERS

## 36 ANNEXES

APPENDICES

Le Rapport d'activité 2015 de l'Adami est une publication de l'Adami, société civile pour l'Administration des droits des artistes et musiciens interprètes (loi du 3 juillet 1985) Directeur de la publication : Bruno Boutleux. Coordination : Carine Deschênes. Rédacteur : Philippe Cruzillacq. Conception graphique : www.kazoar.fr. L'Adami remercie tous les artistes, les compagnies et les photographes pour leur participation à l'illustration de ce document.

Crédits photos : 2<sup>e</sup> de couverture Arthur H, artiste Adami 365 © Jessy Nottola – P3 Jean-Jacques Milteau © Pascal Caillon – Bruno Boutleux © Jean-Baptiste Millot – P4 Won Myeong Won © Florent Drillon – P7 Geoffrey Dahm et Julien Romelard Talents Adami Paroles d'acteurs 2015 © Florent Drillon – P8 Hildegarde Fresneau Révélation Classique de l'Adami 2015 © Philippe Biancocto – P9 Alix Blumberg Dit Fleurmont et Philippe Ferhat, Talents Adami Cannes 2015 © Thomas Bartel – P10 Damien Zanoly et Barbara Bolotner, Talents Adami Cannes 2015 © Thomas Bartel – P12 Samuel Hubert, soirée You & the Night & the Music © Thomas Bartel – P13 Véronique Hermann Sambin, soirée You & the Night & the Music © Thomas Bartel – P15 Constance Ronzatti, Quatuor Diotima, Adami 365 © Thomas Bartel – P16/17 Lecture de scénarios Festival Premiers Plans d'Angers par Hugo Brunswick, Elsa Canovas, Nina Meurisse, Manuel Severi, Talents Adami Cannes 2014 © Sandrine Jousseau – Carolyn Carlson et les interprètes de la Carolyn Carlson Company : Juha Marsalo, Sara Orselli, Céline Maufroid, Zheng Wu, Yutaka Nakata, June Event © Florent Drillon – P18 Pauline Texier, Révélation Classique de l'Adami 2015 © Philippe Biancocto – P20 Vincent Guédon, Marc Arnaud et Thomas Lonchampt, Talent Adami Paroles d'acteurs 2015 © Florent Drillon – P21 Yun-Peng Zhao Quatuor Diotima, Adami 365 © Thomas Bartel – P23 Zabou Breitman et Jack Lang, 30 ans de la loi Lang © Thomas Bartel – Christine Murillo, 30 ans de la loi Lang © Thomas Bartel – François Cluzet, 30 ans de la loi Lang © Thomas Bartel – JJ Milteau et Carolyn Carlson © Florent Drillon – Louis Warynski (Chapelier Fou) et Alice Coquart, 30 ans de la loi Lang © Thomas Bartel – P24 Isaac Delusion (Loïc Fleury, Jules Pacotte, Nicolas Bourrigan et Bastien Dodard) Talents Adami Détours 2015 © Thomas Bartel – P26 Camille Delvecchio de Grand Blanc, Talents Adami Détours 2015 © Thomas Bartel – P27 Thomas Lonchampt, Julien Romelard et Emma Pluyaut-Biwer, Talents Adami Paroles d'acteurs 2015 © Florent Drillon – P29 Lou Granarolo, Talents Adami Cannes 2015 © Thomas Bartel – P30 Zabou Breitman, 30 ans de la loi Lang © Thomas Bartel – P31 Alix Blumberg Dit Fleurmont et Philippe Ferhat, Talents Adami Cannes 2015 © Thomas Bartel – P32 Amaury Viduier, Révélation Classique de l'Adami 2015 © Philippe Biancocto – P33 Geoffrey Dahm, Talents Adami Paroles d'acteurs 2015 © Florent Drillon – P34 Bruno Boutleux, Catherine Trautmann, Paul Pacifico et Emilie Aubry, Débat sur l'agenda parlementaire européen, REA 2015 © Thomas Bartel – P35 Table ronde « Le sens de l'engagement pour un artiste », REA 2015 © Thomas Bartel – P36/37 Irène Duval, Guillaume Sigier et Yan Levionnois, concert des Révélation Classiques au Théâtre des Bouffes du Nord 2015 © Thomas Bartel – P37 Céline Maufroid, Carolyn Carlson Company, June Event © Florent Drillon – P38 Carolyn Carlson et les interprètes de la Carolyn Carlson Company : Juha Marsalo, Sara Orselli, Céline Maufroid, Zheng Wu, Yutaka Nakata, June Event © Florent Drillon – 3<sup>e</sup> de couv : Isida Micani / Timon Nicolas (flûte solo), Density 21.5 - Recréation / Première, Chorégraphie Carolyn Carlson, soirée 60<sup>e</sup> anniversaire de l'Adami © Florent Drillon.

# 60 ans d'audace et d'engagement !

Cette année 2015 fut celle des 60 ans de l'Adami. Un anniversaire emblématique pour les artistes-interprètes. Né de la mobilisation de trois artistes pour leurs droits sonores et audiovisuels, le double rôle de l'Adami n'a cessé de croître : donner aux artistes un droit à rémunération au titre de la diffusion de leur travail et participer au financement de leurs projets artistiques en leur proposant des aides appropriées.

2015 est aussi l'année des 30 ans de la loi qui a instauré en juillet 1985 de nouveaux droits à rémunération en contrepartie de la diffusion et de la copie des enregistrements sonores et audiovisuels sur les nouveaux canaux de diffusion (nous étions alors en plein « boum » des FM musicales) et appareils de reproduction (chacun se souvient des succès du « walkman » et des magnétoscopes). 30 ans plus tard, 2015 ouvre un nouveau cycle législatif avec le projet de loi « Liberté de création, architecture et patrimoine » qui, après 10 ans de mobilisation ininterrompue de l'Adami, de la Spedidam et des syndicats d'artistes, comprend un volet sur la rémunération des artistes sur le numérique.

Enfin, depuis la signature du premier accord international en 1993, l'Adami et surtout ses membres associés ont allégrement franchi les frontières de l'Europe et des continents : 31 accords signés avec des sociétés étrangères homologues couvrent la plupart des territoires où les droits des artistes-interprètes sont reconnus. Et l'Adami rémunère ainsi tous les artistes qui l'ont mandatée pour les représenter partout dans le monde.

Ces avancées ne doivent cependant pas cacher une réalité toujours sombre pour les droits des artistes. Comment les préserver et les étendre dans un environnement économique de plus en plus dérégulé, dans une société où le travail des artistes est regardé comme un bien gratuit, ou comme une marchandise ? Dans un monde où la culture est la cible première de tous les obscurantismes nous avons le devoir de rappeler qu'on mesure le degré de civilisation d'une société à la place qu'elle accorde à sa production artistique.

La gestion collective des droits des artistes-interprètes est une autre voie pour le partage entre tous des biens produits par les artistes. Un modèle fondé sur l'équité, la reconnaissance et la solidarité.

N'en déplaise à tous ceux, employeurs français ou géants du net, qui regardent les artistes comme une charge, bien au contraire ils sont une ressource, une richesse à protéger de la barbarie pour mieux nous en préserver nous-mêmes.

Jean-Jacques Milteau  
Président du conseil d'administration

Bruno Boutleux  
Directeur général-gérant



Jean-Jacques Milteau



Bruno Boutleux

## 60 YEARS OF BOLDNESS AND COMMITMENT!

*This year, 2015, Adami celebrates 60 years of existence, a milestone anniversary for performing artists. Born from the mobilisation by three artists for their sound and audiovisual rights, Adami's double role has continued to grow, giving performing artists a right to remuneration for the broadcasting of their work and participating in the financing of their artistic projects by offering them appropriate support.*

*2015 is also the 30<sup>th</sup> anniversary of the law that in July 1985 established new rights to remuneration in return for broadcasting and copy of sound and audiovisual recordings on new broadcasting channels (at the time we were in the middle of the musical FM boom) and reproduction apparatus (everyone remembers the success of the Walkman and VCR recorders). Thirty years later, 2015 opens a new legislative cycle with the draft law "Freedom of creation, architecture and personal assets", which, after 10 years of uninterrupted mobilisation of Adami, of Spedidam and of performing artists' trade unions, includes a section on performing artists' digital remuneration schemes. Lastly, since the signing of the first international agreement in 1993, Adami and especially its associate members have crossed the borders of Europe and of continents: 31 agreements signed with similar foreign companies covering most of the territories where performing artists' rights are recognised. And Adami thus remunerates all the performers who have commissioned it to represent them everywhere in the world.*

*However, these advances cannot hide what is still a dark reality for artists' rights. How can they be preserved and extended in an economic environment that is more and more deregulated, in a society where artists' work is seen as property free of charge, or as merchandise? In a world where culture is the first target of any obscurantism, we have a duty to recall that a society's degree of civilisation is measured by the space it grants to its artistic production.*

*Collective management of performing artists' rights is another path for sharing all the property produced by the artists. A model based on equity, recognition and solidarity.*

*French employers or Internet giants may well look upon artists as a burden, whereas in fact quite to the contrary, they are a rich resource that must be protected from barbarism to better preserve ourselves.*

*Jean-Jacques Milteau  
Chairman of the Administrative Council*

*Bruno Boutleux  
Chief Executive Officer*

# 1 PERCEPTION ET RÉPARTITION DES DROITS

COLLECTION AND PAYMENT OF PERFORMERS RIGHTS



<b>DROITS COLLECTÉS</b> <i>COLLECTED RIGHTS</i>	<b>2015</b>	<b>2014</b>	<b>Variation</b> <i>Change</i>
Copie privée audiovisuelle <i>Audiovisual private copying</i>	26 579 263 €	24 739 951 €	7,43 %
Copie privée sonore <i>Audio private copying</i>	16 766 427 €	13 816 242 €	21,35 %
Rémunération équitable <i>Equitable remuneration</i>	27 355 461 €	27 734 922 €	- 1,37 %
Droits sur conventions <i>Rights under special agreements</i>	6 042 806 €	7 721 999 €	- 21,75 %
Droits internationaux <i>Rights from abroad</i>	5 141 263 €	3 758 464 €	36,79 %
<b>Perceptions totales</b> <i>Total collections</i>	<b>81 885 221 €</b>	<b>77 771 577 €</b>	<b>5,29 %</b>

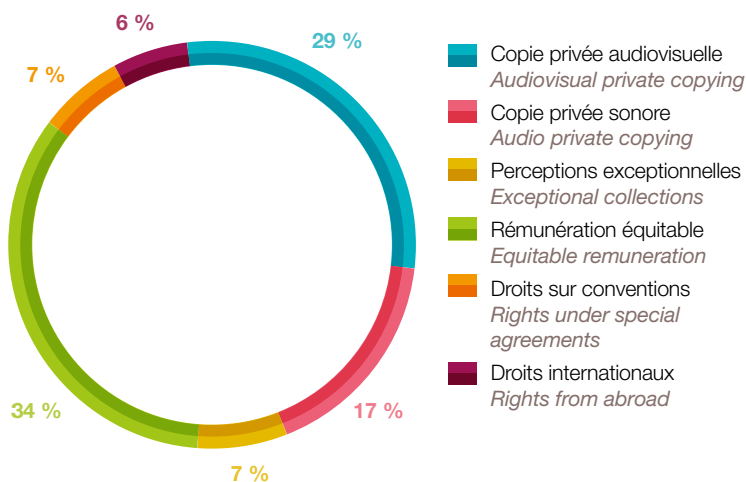
# Les perceptions 2015

## 2015 RIGHTS COLLECTED

81,88  
millions d'euros  
(+ 5,29 %)  
81.88 million euros  
(+5.29%)

**L'Adami** a collecté 81,88 millions d'euros de droits au titre de la rémunération pour copie privée (audiovisuelle et sonore), de la rémunération équitable, de la gestion d'accords collectifs dans l'audiovisuel et le cinéma et des droits provenant des accords de représentation passés avec des sociétés étrangères de gestion de droits. Le montant total des droits perçus est en hausse de 5,29 % par rapport à 2014.

Pour la troisième année consécutive, des perceptions exceptionnelles ont été enregistrées. Nonobstant ces flux financiers, les perceptions sont stables (+ 0,34 %). Résultat du développement international entrepris ces dernières années, les perceptions en provenance de l'étranger ont progressé de près de 37 %.

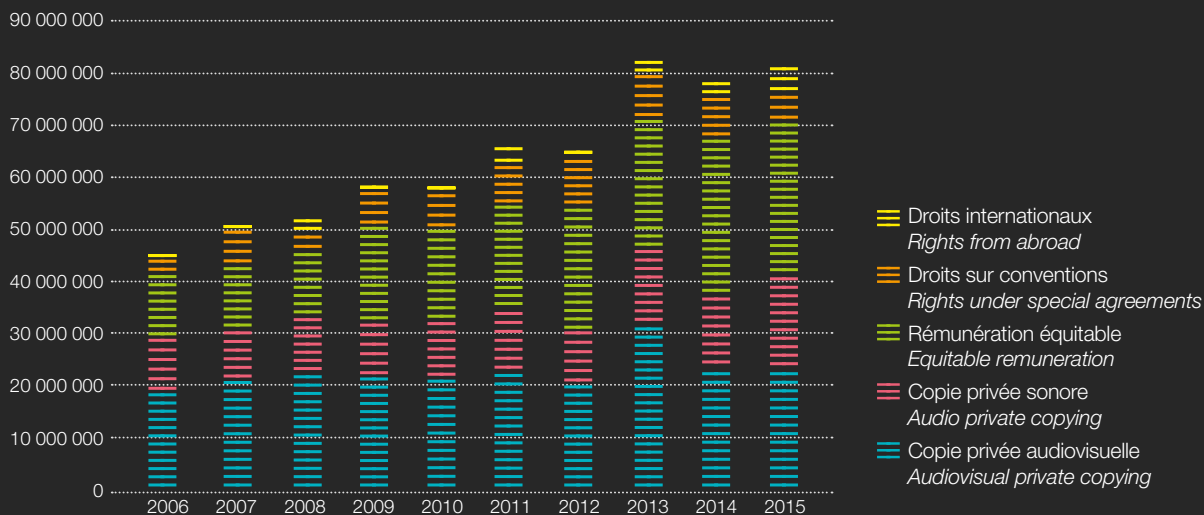


*Adami collected 81.88 million euros in respect of remuneration rights for audiovisual and sound private copying, equitable remuneration, managing collective agreements in the sectors of audio-visual and cinema and rights under representation agreements concluded with foreign rights management companies.*

*The total amount of rights collected was up by 5.29% compared with the 2014 financial year. For the third year running, exceptional collections were recorded. Notwithstanding these financial flows, collections were little changed (+0.34%). Collections from abroad increased by nearly 37% thanks to the development abroad undertaken over the past few years.*

## ÉVOLUTION DES PERCEPTIONS DEPUIS 2006 (en euros)

CHANGE IN COLLECTIONS SINCE 2006 (IN EUROS)



## LES LICENCES LÉGALES

(copie privée et rémunération équitable)

En 2015, ces ressources (hors perceptions exceptionnelles) sont stables (+ 0,9 %).

La collecte de la rémunération pour copie privée et de la rémunération équitable totalise 70,70 millions d'euros de droits. Ce montant comprend 6 millions d'euros perçus exceptionnellement suite à la résolution de litiges qui opposaient certains redevables (fabricants et importateurs de matériels électroniques et opérateurs de téléphonie) à Copie France, société de perception de la copie privée représentant l'ensemble des ayants droit.

[www.copiefrance.fr](http://www.copiefrance.fr)

### Legal licences (private copying and equitable remuneration)

*In 2015, these revenues (excluding exceptional collections) were little changed (+0.9%).*

*Adami collected a total of 70.70 million euros in respect of remuneration rights for private copying and equitable remuneration. This includes six million euros collected exceptionally following the resolution of disputes over sums owed by certain manufacturers and importers of electronic equipment and telephone operators to Copie France, private copying collection company representing all the right-holders.*

## COPIE PRIVÉE

**43,34 M€**

**+ 12,42 %**

Hors perceptions exceptionnelles, la hausse est de 2,6 %.

La copie privée audiovisuelle représente plus de 32 % des droits collectés (26,58 millions d'euros). La copie privée sonore atteint 16,77 millions d'euros.

*Private copying:  
43.34 million euros  
+12.42%*

*Excluding exceptional collections, there was an increase of 2.6%. Audiovisual private copying accounted for more than 32% of collected rights (26.58 million euros). Audio private copying totalled 16.77 million euros.*





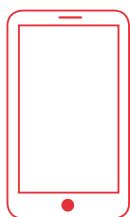
## Les supports assujettis à la copie privée

75 % des perceptions proviennent de 4 produits. Les téléphones multimédia restent en tête en volume avec une progression de 27 % en un an.

Les tablettes multimedia se maintiennent à la seconde place des contributeurs malgré un recul de 31 %. Les disques durs externes reculent de 15 % tandis que les box Internet restent stables (+ 1 %).

## Media subject to private copying

Four products account for 75% of collections. Multimedia phones represent the highest percentage of collections, with a year-on-year increase of 27%. Multimedia tablets represent the second highest percentage of collections despite a decrease of 31%. Collections in respect of external hard drives fell by 15%, while collections in respect of games consoles were little changed (+1%).



**44 %**

Téléphone mobile  
Multimedia mobile  
phones



**13 %**

Tablette  
Multimedia  
touch-screen tablets



**10 %**

Disque dur externe  
External hard drives



**8 %**

Box  
Box



**25 %**

autres supports : clé USB,  
décodeur à mémoire,  
carte mémoire, baladeur  
Other media: USB sticks,  
decoders, memory  
cards, walkmans, etc.

# RÉMUNÉRATION ÉQUITABLE

## 27,36 M€

- 1,37 %

Les lieux sonorisés\* représentent 56 % des perceptions en hausse de plus de 2 %. La perception de la majorité de ces droits est assurée par la Sacem avec qui la Société de perception de la rémunération équitable (SPRE) a signé un mandat de gestion.

Le secteur des discothèques enregistre une baisse de 1,09 % avec 14 % des perceptions.

La situation est plus contrastée pour les radios, qui atteignent 26 % des perceptions. Les radios généralistes privées (RTL, RMC, Europe 1) enregistrent une hausse de 3,18 % tandis que les radios locales, les têtes de réseau (NRJ, RFM...) et les radios publiques affichent une baisse respective de 3,63 %, 8,18 % et 5,74 %. Le recul des recettes publicitaires et la baisse de la part de musique enregistrée sur la totalité du temps d'antenne expliquent cette situation.

*Equitable remuneration:  
27.36 million euros  
-1.37%*

*Public places where music is played accounted for 56% of collections, up by more than 2%. The collection of most of these rights is undertaken by Sacem, with which Société de Perception de la Rémunération Equitable (SPRE) has signed a management mandate.*

*The discotheque sector recorded a fall of 1.09%, accounting for 14% of collections.*

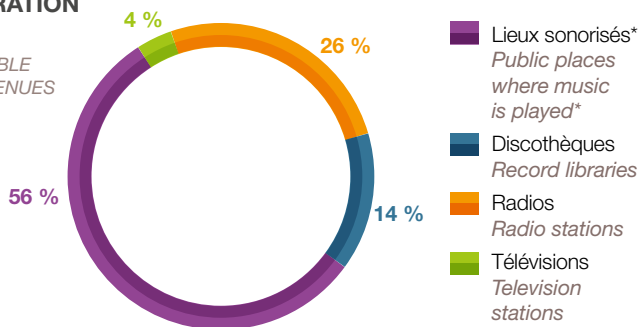
*Conversely, collections from radio stations increased to 26% of total collections. Private general-interest radio stations (RTL, RMC and Europe 1) recorded a rise of 3.18%, while local radio stations, network heads (NRJ, RFM, etc.) and public radio stations recorded falls of 3.63%, 8.18% and 5.74% respectively.*

*This is explained by the fall in advertising revenue and the decrease in the share of air time of recorded music compared with the total.*

[www.spre.fr](http://www.spre.fr)

## LES SOURCES DE LA PERCEPTION DE LA RÉMUNÉRATION ÉQUITABLE

SOURCES OF EQUITABLE REMUNERATION REVENUES



\* Lieux sonorisés : cafés, restaurants, bars à ambiance musicale, commerces, grandes surfaces, parkings, salles d'attente...

\* Public places where music is played: cafés, restaurants, bars with a musical atmosphere, shops, supermarkets, car parks, waiting rooms, etc.

## LES ACCORDS COLLECTIFS

(audiovisuel et cinéma) :

**6,04 M€**

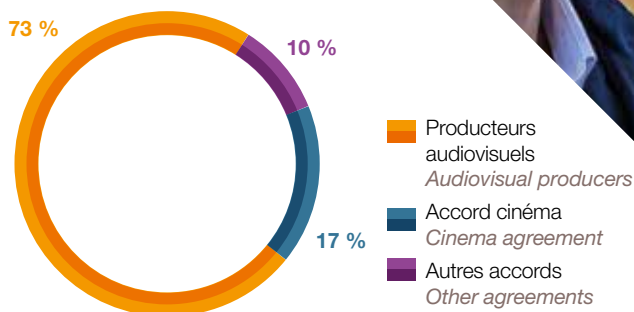
- 21,75 %

Ces accords appelés « droits sur conventions » fixent des rémunérations complémentaires des artistes pour l'exploitation secondaire de leurs interprétations. L'Adami est désignée pour gérer ces accords négociés par les partenaires sociaux des secteurs de l'audiovisuel et du cinéma. Il s'agit des mandats confiés à l'Adami par des producteurs audiovisuels privés ou des chaînes de télévision, de l'accord cinéma, de l'accord sur les exploitations en DVD et vidéos à la demande des films français sortis en salles entre le 1<sup>er</sup> janvier 1961 et le 1<sup>er</sup> décembre 1990, de l'accord dit « Éducation nationale », et des accords de distribution intégrale et simultanée par le câble à l'étranger. Les droits sur conventions représentent 7,38 % de l'ensemble des droits perçus par l'Adami en 2015.

*Collective agreements  
(audiovisual and cinema):  
6.04 million euros  
- 21.75%*

*These agreements called "rights under agreements" set performers' additional remuneration for secondary use of their performances. Adami has been appointed to manage these agreements, which were negotiated by management and labour of the audiovisual and cinema sectors. They are mandates awarded to Adami by private audiovisual producers and television channels, the cinema agreement, the agreement on the exploitation on DVD and videos on demand of French films released in cinemas between 1 January 1961 and December 1990, the so-called "national education authority" agreement, and the agreements for simultaneous and integral distribution by cable abroad. Rights under agreements represent 7.38% of the total rights collected by Adami in 2015.*

### LES ACCORDS COLLECTIFS COLLECTIVE AGREEMENTS

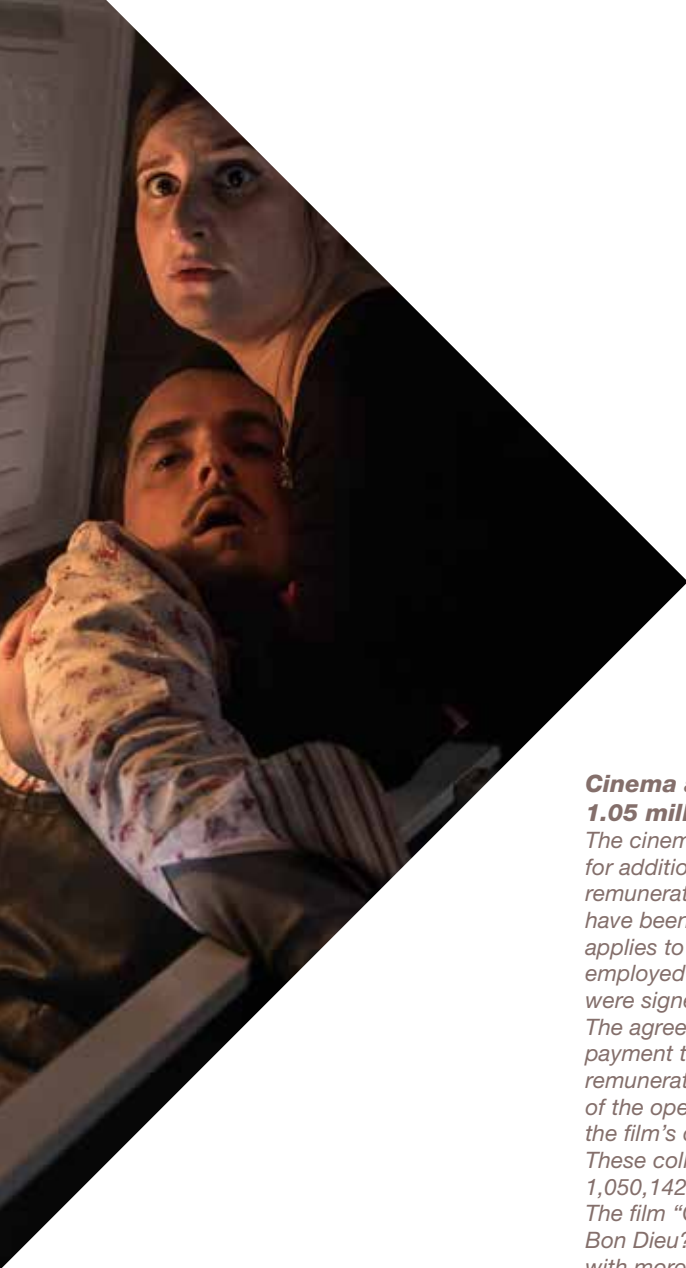


### ACCORD AVEC LES PRODUCTEURS PRIVÉS : 4,39 M€

En application des conventions collectives de télévision, cet accord concerne des producteurs audiovisuels ou des chaînes de télévision qui mandatent l'Adami pour verser aux artistes la rémunération qui leur revient sur les recettes générées par l'exploitation secondaire des productions, notamment en « vidéo à la demande », ventes internationales, diffusion câblée, satellite et télévision numérique hertzienne, ainsi que certaines rediffusions hertziennes... Les artistes perçoivent un pourcentage du prix net de cession. Cette somme est répartie au prorata du cachet d'origine de l'artiste. Ces perceptions se sont élevées à 4 391 428 euros en 2015, en baisse de 23 % par rapport à 2014.

#### Agreement with private producers: 4.39 million euros

*In accordance with television collective agreements, this agreement concerns audiovisual or television channel producers that commission Adami to pay performers the remuneration they are owed on revenues generated through secondary works, including video on demand, international sales, cable, satellite and digital terrestrial television broadcasting, as well as some terrestrial repeat viewings, etc. Performers receive a percentage of the net sales price. This sum is allocated proportionately to the fee the performer originally received. These collections amounted to 4,391,428 euros in 2015, a decrease of 23% compared with 2014.*



**Cinema agreement:  
1.05 million euros**

*The cinema agreement provides for additional performers' remuneration after the film's costs have been recovered. The agreement applies to all film producers having employed performers whose contracts were signed after 1 December 1990. The agreement provides for the payment to Adami of additional remuneration for performers of 2% of the operating profit made after the film's costs have been recovered. These collections amounted to 1,050,142 euros, a rise of nearly 3%. The film "Qu'est-ce qu'on a fait au Bon Dieu?" Contributed to this result with more than 21% of amounts billed.*

**Other agreements:**

*These are agreements by which Adami works with producers or other right holders, to obtain payments for performers for secondary works that neither the performers' contracts nor the collective agreements provide for:*

- *The agreement on performers' remuneration for French films released in cinemas from 1 January 1961 to 1 December 1990, the so-called "Article L.212-7 of the French Intellectual Property Code agreement". In 2015, 107,586 euros were billed, compared with 85,158 euros in 2014.*
- *The "national education authority" agreement covers the national education authority's use of musical recordings, and cinematic and audiovisual works: In 2015, there were no collections.*
- *The agreements for simultaneous and complete transmission by cable abroad generated revenues of 393,495 euros.*
- *The "Agicoa-Angoa\*" agreement: Under this agreement, Adami received revenues of 100,155 euros.*

**ACCORD CINÉMA :**

**1,05 M€**

L'accord cinéma prévoit un complément de rémunération des artistes-interprètes après amortissement du film. L'accord s'applique à tous les producteurs cinématographiques ayant engagé des artistes-interprètes dont les contrats ont été signés après le 1<sup>er</sup> décembre 1990. L'accord prévoit le versement à l'Adami d'un complément de rémunération des artistes-interprètes, de 2 % des recettes nettes d'exploitation perçues après amortissement du coût du film. Ces perceptions ont progressé de près de 3 % avec 1 050 142 euros. Le film « Qu'est-ce qu'on a fait au Bon Dieu ? » participe à ce résultat avec plus de 21 % des sommes facturées.

**AUTRES ACCORDS :**

Il s'agit d'accords grâce auxquels l'Adami intervient auprès des producteurs ou d'autres titulaires de droits, pour percevoir et verser aux artistes-interprètes des rémunérations pour des modes d'exploitation non prévus par les contrats d'engagement des artistes ou les conventions collectives.

- ◆ L'accord relatif à la rémunération des artistes-interprètes des films français sortis en salle du 1<sup>er</sup> janvier 1961 au 1<sup>er</sup> décembre 1990, dit « accord L.212-7 du CPI » : En 2015, 107 586 euros ont été facturés, contre 85 158 euros l'an dernier.
- ◆ L'accord « Éducation nationale » encadre l'utilisation par l'Éducation nationale d'enregistrements musicaux et d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles. En 2015, il n'y a pas eu de perceptions.
- ◆ Les accords de câblodistribution intégrale et simultanée à l'étranger ont généré cette année 393 495 euros.
- ◆ L'accord « Agicoa-Angoa\* » : en application de cet accord, l'Adami a perçu 100 155 euros.

\* Agicoa : Association de gestion internationale collective des œuvres audiovisuelles. Angoa : Association nationale de gestion collective des œuvres audiovisuelles. L'Angoa est l'agence française qui distribue les sommes de l'Agicoa aux producteurs français.

\* Agicoa: association of international collective management of audiovisual works, Angoa: French association of collective management of audiovisual works. Angoa is the French association that distributes Agicoa funds to French producers.

## LES DROITS INTERNATIONAUX

**5,14 M€**

**+ 36,79 %**

Cette nette progression valide la politique de développement des droits à l'international conduite par l'Adami. Un positionnement indispensable dans le contexte de mondialisation numérique des œuvres et des interprétations. Les 3 nouveaux contrats conclus en 2015 portent à 31 le nombre d'accords signés avec nos sociétés homologues à l'étranger. En 2015, la société belge Playright a largement contribué à cette performance pour la deuxième année consécutive avec 2 627 635 euros. Autres montants significatifs : 349 403 euros ont été perçus auprès de la société américaine SoundExchange, dont l'accord a été signé en 2014 et 436 236 euros auprès de la société polonaise Stoart.

*Rights from abroad:  
5.14 million euros  
+36.79%*

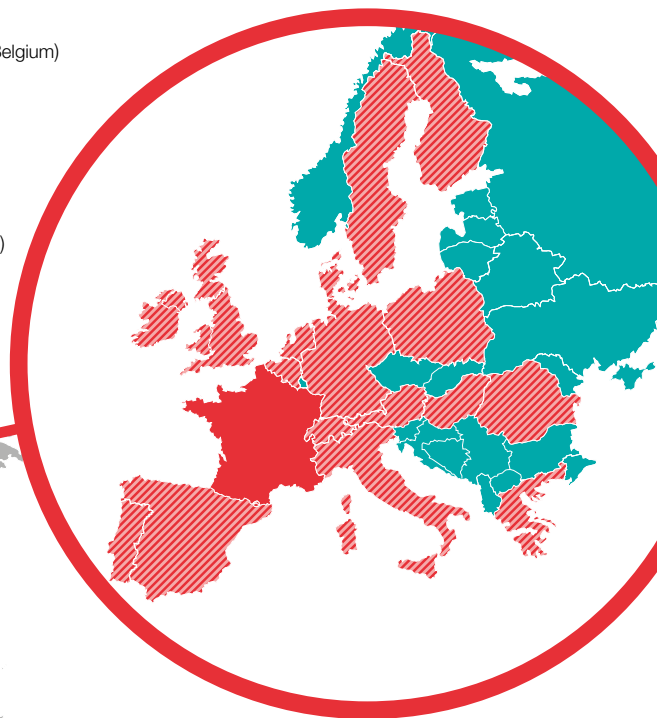
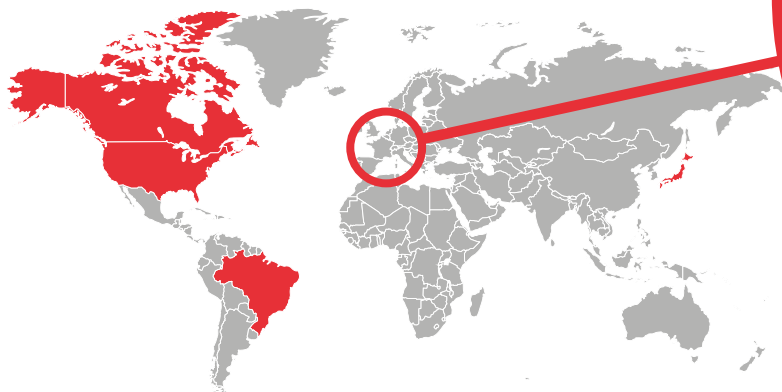
*This net rise is testimony of the relevance of Adami's policy of developing rights abroad; a necessary positioning in the face of digital globalisation of works and performances. The three new contracts signed in 2015 bring to a total of 31 the agreements concluded with foreign companies. In 2015, the Belgian company Playright significantly contributed to this performance for the second year running, with 2,627,635 euros.*

*Other material amounts: 349,403 euros were collected from the American company SoundExchange, with which the agreement was signed in 2014; and 436,236 euros were collected from the Polish company Stoart.*

### SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES AVEC LESQUELLES L'ADAMI A SIGNÉ DES ACCORDS

FOREIGN COLLECTIVE MANAGEMENT SOCIETIES WITH WHICH ADAMI HAS SIGNED AGREEMENTS

<b>AARC</b> (USA)	<b>HUZIP</b> (Croatie/Croatia)
<b>ABRAMUS</b> (Brésil/Brazil)	<b>LSG</b> (Autriche/Austria)
<b>ACTRA PRS</b> (Canada)	<b>MROC</b> (Canada)
<b>AIE</b> (Espagne/Spain)	<b>NORMA</b> (Pays-Bas/Netherlands)
<b>AISGE</b> (Espagne/Spain)	<b>NUOVO IMAIE</b> (Italie/Italy)
<b>ARTISTI</b> (Canada/Quebec)	<b>PLAYRIGHT</b> (ex. URADEX) (Belgique/Belgium)
<b>BECS</b> (Royaume Uni/United Kingdom)	<b>PPL</b> (Royaume-Uni/United Kingdom)
<b>CPRA</b> (Japon/Japan)	<b>RAAP</b> (Irlande/Ireland)
<b>CREDIDAM</b> (Roumanie/Romania)	<b>SAG</b> (USA)
<b>DIONYSOS</b> (Grèce/Greece)	<b>SAMI</b> (Suède/Sweden)
<b>EJI</b> (Hongrie/Hungary)	<b>SENA</b> (Pays-Bas/Netherlands)
<b>FILM EX</b> (Danemark/Denmark)	<b>SOUNDEXCHANGE</b> (USA)
<b>GDA</b> (Portugal/Portugal)	<b>STOART</b> (Pologne/Poland)
<b>GRAMEX</b> (Danemark/Denmark)	<b>SWISSPERFORM</b> (Suisse/Switzerland)
<b>GRAMEX</b> (Finlande/Finland)	<b>VDFS</b> (Autriche/Austria)
<b>GVL</b> (Allemagne/Germany)	



# Les répartitions 2015

## 2015 DISTRIBUTIONS








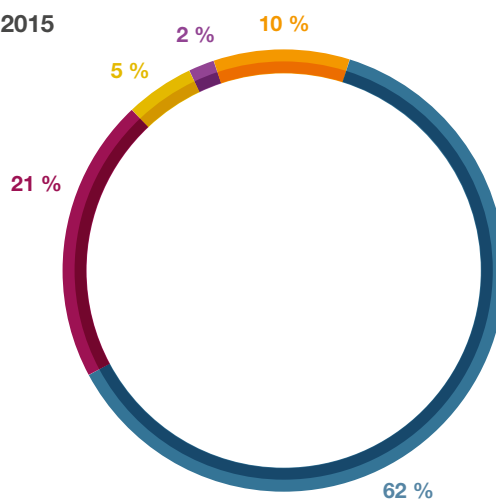
En 2014, le montant total des droits perçus par l'Adami enregistrait un recul de 6,42 %. Compte tenu du décalage d'une année sur l'autre entre la perception et la répartition, le montant des droits bruts mis en répartition en 2015 a baissé de 4,8 % avec 70 731 556 euros contre 74 327 573 euros en 2014.

*In 2014, the total amount of rights collected by Adami recorded a fall of 6.42%. In view of the delay between collection and distribution from year to the other, the amount of gross rights distributed in 2015 fell by 4.8%, with 70,731,556 euros compared with 74,327,573 euros in 2014.*

### VENTILATION DES SOMMES RÉPARTIES EN 2015

BREAKDOWN OF SUMS DISTRIBUTED IN 2015

-  Droits nets portés au crédit des comptes artistes  
*Net rights credited to performers' accounts*
-  Action artistique  
*Cultural activities*
-  Réserve pour réclamations  
*Claims provision*
-  Cotisations sociales  
*Social contributions*
-  Affectés au financement des charges de structure  
*Financing of overheads*



## DES DROITS BRUTS AUX DROITS NETS

**1/** Dans la majorité des cas, les droits répartis dans l'année sont les droits perçus l'année précédente.

- ◆ Les droits de copie privée audiovisuelle perçus en 2014 et au cours du premier semestre 2015 ont été répartis en 2015, à l'exception des droits du doublage qui sont répartis avec une année de décalage.
- ◆ Les droits de copie privée sonore répartis correspondent à la part « diffusion\* » perçue en 2014 et à la part « ventes\*\* » perçue en 2013.
- ◆ Les droits de rémunération équitable perçus en 2014 ont été répartis en 2015.
- ◆ Les autres droits mis en répartition correspondent à des droits perçus soit au cours de l'année 2015 (producteurs privés, accord

cinéma...), soit au cours des années précédentes (accord L. 212-7 du CPI).

**2/** La répartition directe aux artistes et indirecte via l'action artistique représente 83 % des droits mis en répartition.

- ◆ Les droits affectés individuellement aux artistes représentent 62 % des droits mis en répartition.
- ◆ Les 21 % affectés à l'action artistique sont redistribués au travers des aides.

**3/** Les sommes collectées sont reversées aux artistes après prélèvement du montant pour le financement des charges de structure, d'une réserve pour les réclamations et des cotisations sociales.

### *From gross to net rights*

**1/** In most cases, the rights distributed in the year are the rights collected the previous year.

- The audiovisual private copying rights collected in 2014 and the first half 2015 were distributed in 2015, apart from dubbing rights, which were distributed with one year's delay.
- The audio private copying rights distributed in 2014 correspond to the "broadcasting\*\*" portion collected in 2014 and the "sales\*\*\*" portion collected in 2013.
- The equitable remuneration rights collected in 2014 were distributed in 2015.
- The other rights distributed correspond to rights collected either in 2015 (private producers, the cinema agreement, etc.) or in previous years

(agreement under L. 212-7 of the French Intellectual Property Code).

**2/** Direct retribution to artists through cultural activities and indirect distribution through cultural activities represents 83% of the total rights distributed.

- The rights allocated individually to performers represent 62% of the rights distributed.
- The 21% allocated to cultural activities is distributed through funding.

**3/** The sums collected are distributed to performers after deducting the amount for the financing of overheads, a provision for claims and social security contributions.



\* La part diffusion = les copies réalisées à partir de la diffusion des enregistrements à la radio et à la télévision, dans les lieux sonorisés et les discothèques.

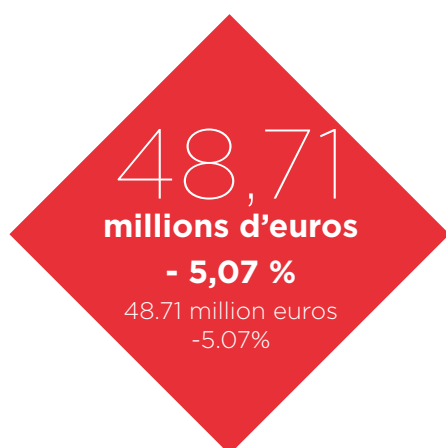
\*\* La part ventes = les copies effectuées à partir des enregistrements vendus dans le commerce : ventes physiques et numériques.

\*\* The broadcasting portion = copies made from radio and TV broadcasts, in places where music is played and discotheques.

\*\* The sales portion = copies made from recordings sold in stores: physical and digital sales.

## LA RÉPARTITION INDIVIDUELLE DIRECTE

### Les droits nets crédités sur les comptes des artistes



L'Adami a réparti 48,7 millions d'euros (dont plus de 4,6 millions d'euros en provenance de l'étranger) contre 51,3 millions d'euros en 2014, soit une baisse de 5,07 %. Ces droits ont été crédités sur les comptes de plus de 73 000 artistes-interprètes.

Chaque versement à un artiste correspond aux différentes rémunérations perçues en contrepartie des utilisations de son travail enregistré : sa copie par les particuliers sur leurs appareils électroniques, sa diffusion à la radio, à la télévision et dans les lieux sonorisés (bars, hôtels, commerces, discothèques), son exploitation secondaire par les producteurs de télévision et de cinéma ou sa diffusion à l'étranger.

Cette multiplicité des sources de rémunération accroît année après année la capacité de l'Adami à traiter un volume de données toujours plus important et précis, tant en montants gérés qu'en nombre d'artistes et d'enregistrements concernés.

243 768  
enregistrements sonores  
pour 34 261 artistes  
de la musique

*audio recordings  
for 34,261 music performers*

DROITS NETS PORTÉS AU CRÉDIT DES COMPTES ARTISTES (en euros) NET RIGHTS CREDITED TO PERFORMERS ACCOUNTS (in euros)	2015	2014	Variation Change
Copie privée audiovisuelle / <i>Audiovisual private copying</i>	14 391 047	17 301 699	-16,82 %
Copie privée sonore / <i>Audio private copying</i>	8 962 342	8 341 994	7,44 %
Rémunération équitable / <i>Equitable remuneration</i>	15 302 314	16 543 969	-7,51 %
Droits sur conventions et autres / <i>Rights under collective and other agreements</i>	4 411 189	4 845 451	-8,96 %
Droits internationaux / <i>Rights from abroad</i>	4 638 685	4 272 131	8,58 %
Avoir sur frais de gestion / <i>Advance on management fees</i>	1 000 000		
<b>TOTAL</b>	<b>48 705 576</b>	<b>51 305 245</b>	<b>-5,07 %</b>

### Direct individual distribution

#### Net rights credited to performers accounts

Adami distributed 48.7 million euros (including more than 4.6 million euros from abroad), compared with 51.3 million euros in 2014, i.e. a decrease of 5.07%. These rights were credited to the accounts of more than 73,000 performers. Each payment made to a performer relates to the various forms of remuneration received in consideration for uses of his/her recorded work: copying by the public on electronic

devices, broadcasting on radio, television and in public places playing music (bars, hotels, shops and discotheques), secondary use by TV and film producers, and broadcasting abroad. This multiplicity of income sources increases year-on-year Adami's ability to process ever increasing volumes of increasingly accurate data, both in terms of amounts managed and number of performers and recordings concerned.

27 152  
enregistrements  
audiovisuels pour  
68 522 artistes  
de l'audiovisuel

*audiovisual recordings  
for 68,522 audiovisual  
performers*



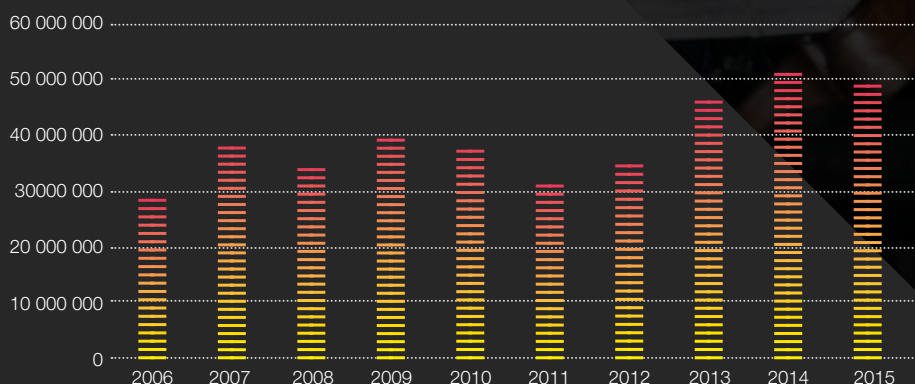
73 332

artistes crédités  
en 2015

performers  
credited in 2015

ÉVOLUTION DES DROITS NETS CRÉDITÉS  
SUR LES COMPTES ARTISTES (en euros)

CHANGE IN NET RIGHTS CREDITED TO PERFORMERS ACCOUNTS (in euros)



La copie privée :

—

**23,35 M€**

- 8,93 %

Les droits de copie privée (audiovisuelle et sonore) crédités sur les comptes des artistes sont en diminution de 2 290 304 euros, soit une baisse de 8,93 %. La répartition des transactions conclues avec certains redevables a permis de créditer 2 806 831 euros en 2015, à comparer aux 3 201 785 euros de transactions de 2014.

Private copying:

23.35 million euros

-8.93%

Private copying rights (audiovisual and sound) credited to performers accounts fell by 2,290,304 euros, a decrease of 8.93%. Collections of sums owed from certain organisations enabled Adami to credit 2,806,831 euros to performers' accounts in 2015, compared with 3,201,785 euros in 2014.

La rémunération  
équitable :

—

**15,30 M€**

- 7,51 %

Les droits de rémunération équitable diminuent de 7,51 % par rapport à 2014. À noter : deux années de droits de la rémunération équitable en provenance des chaînes de télévision avaient été réparties en 2014.

Equitable remuneration:

15.30 million euros

-7.51%

Equitable remuneration rights decreased by 7.51% compared with 2014. Note: two years of equitable remuneration rights collected from TV channels were distributed in 2014.

Les accords  
collectifs :

—

**4,41 M€**

- 8,96 %

Les droits nets mis au crédit des comptes artistes au titre des accords collectifs (ou droits sur conventions) s'élèvent à 4 411 189 euros contre 4 845 451 euros l'an passé.

Collective agreements:

4.41 million euros

-8.96%

Net rights credited to performers' accounts in respect of collective agreements (or rights under agreements) amounted to 4,411,189 euros, compared with 4,845,451 euros the previous year.

## Les droits internationaux :

**4,64 M€**  
**+ 8,58 %**

En 2015, les droits nets crédités aux comptes des artistes représentent 4 638 685 euros, soit une progression de 8,58 % en un an. Parmi les éléments les plus significatifs, on notera :

- ◆ La répartition des droits perçus en provenance de Playright/ Uradex (Belgique) à hauteur de 3 320 296 euros.
- ◆ Les droits répartis en provenance de PPL (Royaume-Uni) ont plus que doublé pour atteindre 221 993 euros.
- ◆ Les paiements en provenance de la société italienne Nuovo Imaie ont retrouvé un rythme régulier avec 361 391 euros répartis.
- ◆ La première répartition des droits en provenance de SoundExchange (USA) représente 194 894 euros.

**Rights from abroad:**  
**4.64 million euros**  
**+8.58%**

*In 2015, net rights credited to performers' accounts were 4,638,685 euros, i.e. an annual increase of nearly 8.58%. Key figures included:*

- *The distribution of rights received from Playright/Uradex (Belgium) amounted to 3,320,296 euros.*
- *The distribution of rights received from PPL (UK) more than doubled to 221,993 euros.*
- *The pace of payments from the Italian company Nuovo Imaie steadied, with 361,391 euros distributed.*
- *The first distribution of rights from SoundExchange (USA) amounted to 194,894 euros.*

## LA RÉPARTITION INDIRECTE PAR L'ACTION ARTISTIQUE

Festivals, spectacles vivants, enregistrements phonographiques, courts-métrages, formation... l'Adami apporte son aide financière aux projets qui garantissent l'emploi des artistes-interprètes et favorisent le développement de leur carrière et leur promotion.

C'est le second canal de rémunération des artistes qu'ils perçoivent indirectement via les projets qui les emploient. Instaurée par la loi de 1985, cette répartition indirecte a été confortée par la Cour de justice de l'Union européenne en 2013.

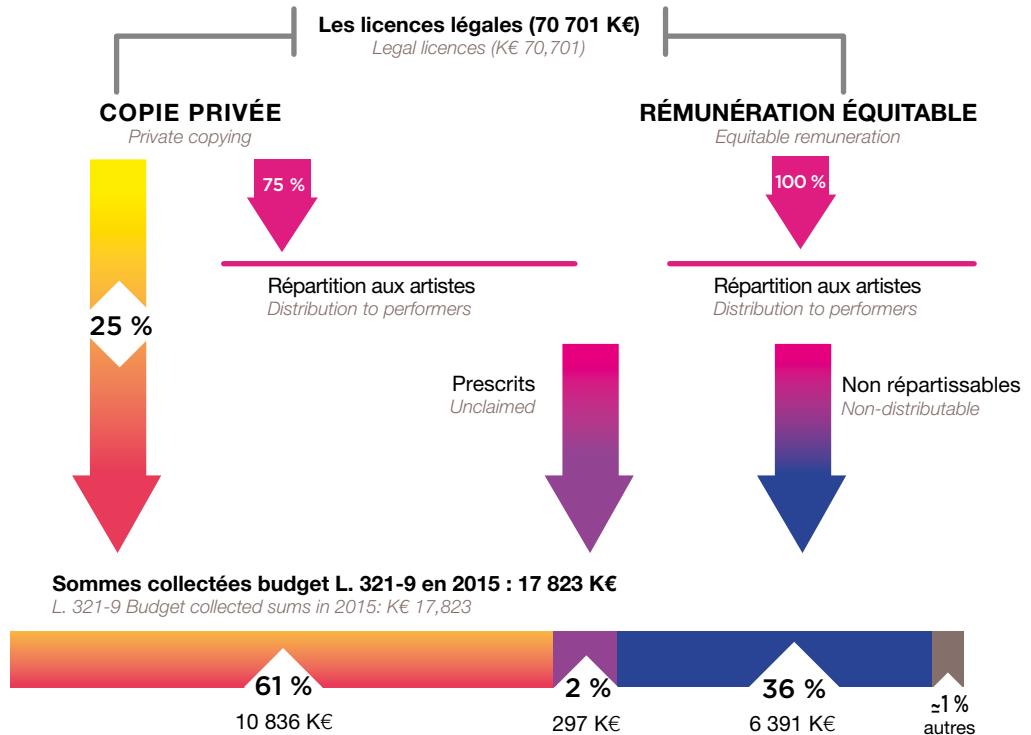
### *Indirect distribution through cultural activities*

*Festivals, live shows, phonograph recordings, short films, training... Adami gives its financial support to projects that guarantee work for performers and help to develop their careers and promotion. It is the second source of remuneration for performers, which they receive*

*indirectly through projects on which they work. Introduced by the Law of 1985, this indirect distribution was supported by the European Court of Justice in 2013.*



## Les ressources de l'action artistique



Chaque année, l'action artistique dispose d'un budget alimenté par 25 % des perceptions de la rémunération pour copie privée et par la totalité des sommes disponibles provenant de la rémunération équitable qui n'ont pu être réparties. Les 25 % de droits perçus au titre de la rémunération pour copie privée couvrent près de 61 % de ces ressources. Les perceptions exceptionnelles de copie privée de 2013 et 2014 reversées à l'action artistique ont également alimenté le budget 2015 de l'action artistique.

### Cultural activities funds

Every year, cultural activities have a budget funded by 25% of the collections of remuneration for private copying and by all available sums from equitable remuneration that have not been distributed.

The 25% of the rights collected in respect of remuneration for private copying cover nearly 61% of these resources. Exceptional collections in respect of private copying in 2013 and 2014 for cultural activities also contributed to the 2015 cultural activities' budget.

14,91  
millions d'euros

+ 9,37 %

14.91 million euros  
+9.37%

Le budget alloué aux commissions a été augmenté, de nouveaux programmes ont vu le jour, le dispositif de soutien aux artistes contrôlant leur carrière s'est développé et une nouvelle instance de redistribution a été créée.

L'Adami a établi un plan triennal en deux volets : le premier, prioritaire, pour renforcer les aides qui soutiennent au mieux l'emploi d'artistes. Le second vise à plus long terme la consolidation de leurs droits en concevant et en produisant des événements emblématiques du métier d'artiste-interprète.

Enfin, suite aux attentats du 13 novembre 2015, le conseil d'administration a mis en place un fonds d'urgence au spectacle vivant et permis aux artistes de conserver leur rémunération malgré l'annulation de spectacles.

Plus de 13 millions ont contribué au financement de 1 077 projets aidés (+ 7,60 %).

1,9 million d'euros ont financé des projets au service des artistes-interprètes et produits directement par l'Adami.

*The budget allocated to committees was increased; new programmes were introduced; the support system for performers managing their own careers increased; and a new redistribution body was created.*

*Adami introduced a three-year plan with two parts. The first part, having priority, aims to increase funds that best support performers' jobs.*

*The second has the more long-term aim of consolidating performers' rights by creating and producing emblematic performance events.*

*Finally, following the terrorist attacks of 13 November 2015, the Administrative Council introduced an emergency live performance fund and enabled performers to be paid despite the cancellation of shows.*

*More than 13 million euros contributed to the funding of 1,077 projects (+7.60%).*

*1.9 million euros funded projects assisting performers and produced directly by Adami.*

#### Montant des aides attribuées par genre (hors association artistique de l'Adami)

*Amount of funding allocated by type  
(excluding the Adami Artistic Association)*

	Nombre de projets <i>Number of projects</i>	Répartition par projets <i>Breakdown by project</i>	Montants engagés (€) <i>Committed funds (€)</i>	Répartition des montants engagés <i>Breakdown of committed funds</i>	Montants moyens accordés par projets (€) <i>Average sums awarded per project (€)</i>
Variétés, musiques actuelles, du monde et traditionnelles <i>Popular singers, contemporary, world and traditional music</i>	418	39 %	3 815 435	29 %	9 128
Art dramatique/cirque / <i>Theatre/Circus</i>	186	17 %	3 006 100	23 %	16 162
Musique classique, lyrique, contemporaine <i>Classical, operatic and modern music</i>	156	14 %	1 702 650	13 %	10 914
Jazz / <i>Jazz</i>	98	9 %	1 005 450	8 %	10 260
Captation de spectacle <i>Recording performances for future viewing</i>	58	5 %	196 790	2 %	3 393
Pluridisciplinaire / <i>Multidisciplinary</i>	58	5 %	2 032 291	16 %	35 040
Danse / <i>Dance</i>	55	5 %	617 400	5 %	11 225
Court-métrage de fiction / <i>Short fiction film</i>	37	3 %	392 240	3 %	10 601
Festival audiovisuel / <i>Audiovisual festivals</i>	8	1 %	247 000	2 %	30 875
Création web / <i>Web creation</i>	2	< 1 %	35 000	< 1 %	17 500
Autre audiovisuel / <i>Other audiovisual</i>	1	< 1 %	30 000	< 1 %	30 000
<b>Total général / <i>Overall total</i></b>	<b>1 077</b>	<b>100 %</b>	<b>13 080 356</b>	<b>100 %</b>	<b>12 145</b>

## L'emploi des artistes

Dans un contexte national particulièrement tendu, le conseil d'administration a réaffirmé sa politique de consolidation des emplois des artistes-interprètes, de moralisation des pratiques sociales, de développement de carrière et de promotion des artistes-interprètes. Les aides sont distribuées aux projets produits dans le respect de la législation, notamment les règles qui concernent le droit du travail, la propriété intellectuelle et les règles budgétaires fondamentales.

## Performers' employment

*In a particularly troubled national context, the Administrative Council reaffirmed its policy of supporting performers' jobs, introducing ethical standards in social practices, developing careers and promoting performers. Funding is given to projects that respect the legislation, especially concerning labour law, intellectual property and basic budgetary rules.*

25 M€  
de rémunérations  
artistiques versées  
dans les projets soutenus  
par l'Adami

*paid to performers  
in projects supported  
by Adami*

## Évoluer avec la production artistique

**Une aide prioritaire au spectacle vivant : + de 7 millions alloués**

1 projet aidé sur 2 est un projet de spectacle vivant, 2 sur 3 avec les festivals.

- ◆ 323 créations soutenues
- ◆ 126 diffusions (reprises ou tournées) dont les projets d'aide à la continuité du théâtre privé
- ◆ 176 festivals
- ◆ 37 premières parties

Un nouveau programme d'aide, à destination des spectacles dramatiques se jouant dans un des théâtres adhérents de l'Association pour le soutien au théâtre privé (ASTP) a été mis en place spécifiquement pour les productions qui nécessitent un soutien après leur démarrage pour s'installer de façon durable. Lancés à titre expérimental à la rentrée 2015, 4 projets ont été présentés en fin d'année et 3 d'entre eux ont été soutenus pour un total de 115 800 euros.

24 500  
artistes concernés

*performers concerned*

50 %  
du total des salaires versés aux  
artistes sont consolidés par les  
aides de l'Adami

*Adami funds supplement  
nearly 50% of salaries paid to  
performers*

10 000

représentations par an  
soutenues par l'Adami

*performances a year supported  
by Adami*

27

représentations  
par jour

*performances a day*

## Evolution through artistic production

*Priority funds for live performance  
+ 7 million euros allocated*

*1 out of 2 funded projects is a live  
performance; 2 out of 3 with festivals.*

- 323 creations funded
- 126 broadcasts (repeats or tours) including private theatre funding projects
- 176 festivals
- 37 opening shows

*A new programme for the funding of plays staged in a theatre that is a member of the association for the support of private theatre (ASTP) was set up specifically for productions that need funding to run after their début performances. Launched on a test basis in autumn 2015, four projects were considered for funding at the end of the year, three of which received support totalling 115,800 euros.*

### **1,4 million d'euros redistribués aux enregistrements musicaux et leur promotion**

39 % des dossiers d'enregistrements acceptés sont portés par des artistes producteurs. Des chiffres qui rendent compte du dynamisme des artistes qui prennent leur carrière en main, face aux difficultés de diffusion.

- ◆ 78 % des enregistrements aidés en jazz
- ◆ 55 % en classique
- ◆ 27 % en variétés

### **1.4 million euros redistributed to fund musical recordings and their promotion**

*39% of recording projects awarded funding are performer-producers' projects. Figures that show the dynamism of performers who manage their own careers, in the face of the difficulties of distribution.*

- Jazz accounts for 78% of funded recordings
- Classical music accounts for 55%
- Popular music accounts for 27%

### **Le programme d'accompagnement de carrière Artiste Adami 365**

Ce programme a été lancé à titre expérimental fin 2013 en direction des artistes-musiciens de notoriété qui gèrent directement leur carrière. Adami 365 est un dispositif d'accompagnement de carrière sur le projet global d'un artiste qui comprend au moins trois projets dont un enregistrement.

Plus de 1 180 000 euros attribués à 39 artistes depuis la création de ce programme :

- ◆ 14 en musiques actuelles et variétés
- ◆ 19 en jazz
- ◆ 6 en classique

### **Adami 365: performers' careers support programme**

*At the end of 2013, the Adami 365 programme was launched on a test basis in support of well-known musicians who manage their own careers. Adami 365 is a career support programme that funds a performer's overall programme comprising at least three projects, one of which a recording.*

*More than 1,180,000 euros allocated to 39 performers since the programme was introduced:*

- 14 of which are popular and contemporary music performers
- 19 Jazz performers
- 6 classical music performers



## LA GESTION

Le coût de la gestion tient compte du total des charges de gestion de la répartition directe des droits aux artistes et de la répartition indirecte des aides attribuées pour l'action artistique. Il est principalement financé par un prélèvement sur les licences légales (rémunération pour copie privée et rémunération équitable) et par les produits financiers. Le taux de frais de gestion de l'Adami est de 14,03 %.

À noter : le conseil d'administration a proposé à l'assemblée générale des artistes associés du 13 juin 2016, qui l'a voté, le reversement de 1 million d'euros d'excédent de prélèvement pour les frais de gestion sur les comptes des artistes.

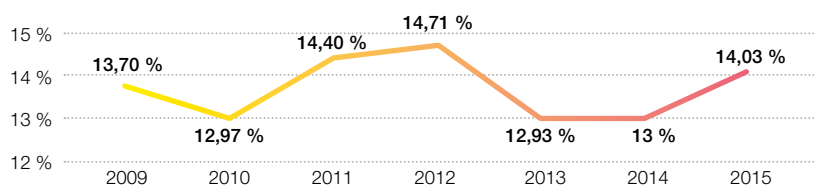
### Management

*The cost of management includes the total costs of managing the direct distribution of rights to performers and the indirect distribution of funding of cultural activities. It is mainly financed by a levy on legal licences (remuneration for private copying and equitable remuneration) and financial income. In 2015, Adami's management expense ratio was 14.03%.*

*To note: a proposal submitted by the Administrative Council to approve the payment to performers' accounts of one million euros surplus levied for management expenses was voted by the associated performers' annual general meeting of 13 June 2016.*

### ÉVOLUTION DU COÛT DE LA GESTION EN % DES DROITS BRUTS DE 2009 À 2015

TREND OF MANAGEMENT EXPENSES AS % OF GROSS RIGHTS DISTRIBUTED BETWEEN 2009 AND 2015



#### La commission permanente de contrôle des SPRD

Cette commission autonome créée en 2000 et régie par l'article L.321-13 du Code de la propriété intellectuelle contrôle les comptes et la gestion des 27 sociétés chargées de la gestion collective des droits d'auteur et des « droits voisins ». Elle publie un rapport annuel qui rend compte de ses travaux.

#### The permanent audit Committee of SPRDs

*This independent Committee, which was created in 2000 and governed by article L.321-13 of the French Intellectual Property Code, audits the accounts and management of 27 companies charged with the collective management of copyright and performers' rights. It publishes an annual report of its work.*

[www.ccomptes.fr](http://www.ccomptes.fr)



## UNE ANNÉE SOUS LE SCEAU DE LA SOLIDARITÉ

### Fonds d'urgence au spectacle vivant

L'année 2015 a été particulièrement éprouvante pour le monde de la culture et pour les artistes en particulier. Témoin direct de ces difficultés, le nombre de demandes d'aides déposées auprès de l'Adami a considérablement augmenté. Face aux événements tragiques du 13 novembre 2015, l'Adami a apporté son soutien au spectacle vivant, en participant, d'une part, au fonds créé à l'initiative du ministère de la Culture et géré par le Centre National des Variétés (CNV) en le dotant d'une enveloppe spéciale de 500 000 euros. Une seconde enveloppe de 500 000 euros également a été prévue pour soutenir financièrement les porteurs de projets aidés par l'Adami qui, du fait des attentats, ont connu des difficultés et plus particulièrement honorer leurs engagements vis-à-vis des artistes-interprètes qui y participent.

### Droit au cœur

L'objectif de ce fonds d'action sociale est d'aider les artistes en situation difficile, qu'ils soient associés de l'Adami ou non. Financé par un prélèvement sur les droits bruts mis en répartition, il matérialise concrètement la solidarité des artistes entre eux.

En 2015, ce prélèvement s'est élevé à 0,50 % soit 312 044 euros.

103 artistes ont pu bénéficier d'une aide pour un montant total de 286 500 euros. Le solde est reporté sur l'année 2016.

### Les Galas de l'Union des artistes

Dans la continuité de sa vocation historique au service des plus fragiles, le Gala de l'Union des artistes, remis en piste en 2010 par l'Union des artistes, l'Adami et Audiens apporte un supplément de sens au mot « solidarité » entre les artistes. Sur le montant total des sommes collectées à l'occasion des quatre éditions du Gala de l'Union des artistes de 2010 à 2013, soit la somme de 546 360 euros, 476 891 euros ont été alloués fin 2015 par l'Union sociale du spectacle à 273 artistes.

Au mois de mars 2016, la totalité des sommes perçues a été consommée et a bénéficié à 284 artistes.

**2015 a été une année anniversaire emblématique de l'engagement de l'Adami d'être toujours plus proche des artistes et toujours plus solidaire.**

## 60 BOLDY YEARS

2015 was an anniversary year, emblematic of Adami's commitment being increasingly close to performers and increasingly solidarity-based.

### A year of solidarity

#### Live performance emergency fund

2015 was a particularly challenging year for the world of culture and for performers in particular. An indication of these difficulties is the significant rise in the number of applications for funding submitted to Adami. In response to the tragic events of 13 November 2015, Adami has lent its support to live performance by participating, firstly in the funding initiative of the Culture Ministry, managed by the Centre National des Variétés (CNV), by a special contribution of 500,000 euros.

A second contribution of 500,000 euros was earmarked to give financial support to producers of projects supported by Adami that, because of the terrorist attacks, have experienced difficulties, and more particularly to honour the commitments to the performers involved in such projects.

#### Right to the heart

The social benefit fund Adami "Right to the heart" aims to help performers experiencing hardship, whether they are Adami members or not and is financed by a levy on gross rights distributed. In 2015, this levy was 0.50%, i.e. 312,044 euros. 103 performers received support for a total amount of 286,500 euros. The balance has been carried forward to 2016.

#### Performers' Union galas

Continuing its historic purpose of helping the most vulnerable, the performers' union gala, launched in 2010 by the performers' union, Adami and Audiens, gives added meaning to the word "solidarity" among performers.

Out of the total amount collected at the four performers' union galas organised between 2010 and 2013, i.e.

546,360 euros, 476,891 euros were allocated at year-end 2015 by Union Sociale du Spectacle to 273 performers. In March 2016, all sums collected had been allocated, providing support to 284 performers.



## DES ÉVÈNEMENTS PRODUITS PAR L'ADAMI

### Disquaires Day/Session Unik

Ce projet, sur une idée originale de la Discothèque de Radio France, propose à un duo d'artistes d'univers musicaux différents d'enregistrer deux titres en direct sur une machine à graver les vinyles.

À l'occasion du Disquaire Day, ces 45 tours inédits produits en tirage limité ont été commercialisés dans le réseau des disquaires indépendants participants. Trois artistes Adami 365 ont chacun choisi un invité pour enregistrer des duos inédits : Claire Diterzi avec Mélissa Laveaux ; Nossfell avec Jeanne Added ; Moriarty avec Irshad et Nishad Ali Kawa.

### Les 60 ans de l'Adami

#### Soirée Danse – Carolyn Carlson

La chorégraphe Carolyn Carlson a composé une soirée anniversaire autour des valeurs partagées entre l'Atelier de Paris qu'elle a créé et notre société. La création, la transmission et la pédagogie ont été déclinées avec la création d'un solo par la chorégraphe, la transmission d'un de ses soli historiques à une interprète et une conférence dansée avec les danseurs de sa compagnie.

### Les 30 ans de la loi Lang

Zabou Breitman, Christine Murillo, François Cluzet, Hervé Pierre (de la Comédie-Française) ont interprété les discours les plus marquants depuis la Révolution française de personnalités politiques en faveur des artistes et de la culture afin de rappeler aux parlementaires et au public cette loi votée à l'unanimité en 1985, et les menaces qui pèsent aujourd'hui sur les droits des artistes.

### Culture Expérience Days

Passerelle entre la création artistique et la technologie, l'opération Culture Expérience Days permet aux artistes professionnels d'expérimenter de nouveaux modes d'expression scénique en utilisant les possibilités offertes par la technologie.

### Le Pass Adami

Cette opération de promotion du spectacle vivant a mis en avant 300 spectacles de toutes esthétiques grâce à une réduction sur les billets achetés. Menée en partenariat avec près de 70 lieux parisiens, 3 fédérations (ASTP, réseau MAP, Paris Jazz Club), des producteurs et des médias, 900 artistes et 300 spectacles ont bénéficié de cette aide.

## Events produced by Adami

### Record Store Day/Unik Session

Based on an original idea from Radio France's record library, this project offers a duo of performers from different musical worlds to record two songs, live, on a vinyl disc recorder. On the Record Store Day, these 45-inch singles newly released in limited additions were sold in the network of independent record stores that took part in the scheme. Three Adami 365 performers each chose a guest to record original duos: Claire Diterzi with Mélissa Laveaux; Nossfell with Jeanne Added; Moriarty with Irshad and Nishad Ali Kawa.

### Adami celebrates its 60th anniversary: Dance Evening – Carolyn Carlson

The choreographer Carolyn Carlson organised an anniversary evening around the values shared by Atelier de Paris,

which she founded, and our company. The themes of creation, broadcasting and pedagogy were rendered through the creation of a solo by the choreographer, broadcast of a dancer performing one of her historic solos, and a conference with dancers from her company.

### 30 years of the Lang law

Zabou Breitman, Christine Murillo, François Cluzet, Hervé Pierre (of the Comédie-Française) gave renditions of the most influential speeches since the French Revolution of political figures in support of performers and culture, in order to remind parliamentarians and the public of the Lang law passed unanimously in 1985 and the current threats to performers' rights.

### Culture Experiment Days

Bridge between artistic creation and technology, the Culture Experiment Days operation enables professional performers to experiment with new forms of stage design by using the possibilities made possible by technology.

### Adami Pass

This promotion of live performance showcased 300 shows for all tastes by discounting the price of tickets. In partnership with nearly 70 Paris venues, three federations (ASTP, MAP network and Paris Jazz Club), producers and the media, 900 performers and 300 shows benefited from this funding.



# 2 DÉVELOPPER LES DROITS DES ARTISTES- INTERPRÈTES

*DEVELOPMENT OF  
PERFORMERS' RIGHTS*



# Une société au service des artistes

A COMPANY SERVING PERFORMERS

29758  
artistes-associés  
au 31 décembre 2015

+ 1 086

29,758 performer-members  
at 31 December 2015  
+1,086

## LES ARTISTES-ASSOCIÉS PARTICIPENT À LA VIE DE LEUR SOCIÉTÉ

Chaque demande d'admission est une marque de la confiance des artistes envers leur société. En 2015, la mise en place d'une procédure de demande d'admission sur Internet a largement favorisé la démarche de nombreux artistes pour devenir associé. Les demandes d'admission sont validées par la commission d'admission composée d'artistes élus. Une fois acquis son statut d'associé, l'artiste est détenteur d'une part sociale de l'Adami. Il participe aux décisions de sa société en votant aux assemblées générales, en se présentant aux élections du conseil d'administration et des commissions, et en élisant le conseil d'administration.

*The performer-members contribute to the company's activities*

*Each membership application is a mark of confidence that performers have for their company. In 2015, the implementation of an online membership application procedure greatly facilitated the process whereby performers became members.*

*Membership applications were validated by the membership Committee, which is composed of elected performers. Once performers have acquired member status, they each hold one share in Adami. They participate in the decisions of their company by voting at the annual general meetings, putting themselves forward in elections for the Administrative Council and committees, and by electing the Administrative Council.*

## Un conseil d'administration renouvelé tous les 3 ans

Les élections du nouveau conseil d'administration ont ponctué la fin de l'année 2015. Les artistes associés de l'Adami ont élu leurs 34 représentants parmi les 186 candidats qui se sont présentés à leur suffrage. Près de 89 % d'entre eux ont utilisé le vote en ligne, proposé pour la première fois. Onze artistes élus pour la première fois rejoignent leurs pairs pour mettre leur énergie au service des artistes-interprètes. La parité hommes-femmes est également respectée dans ce nouveau conseil composé de trois collègues qui réunissent tous les métiers des artistes-interprètes : les comédiens, les musiciens, les danseurs...

### ***A new Administrative Council elected every three years***

*Elections for a new Administrative Council were held at the end of 2015. Adami's performer-members elected their 34 representatives from the 186 candidates that put themselves forward. Nearly 89% of them voted online; the first time online voting was available. Eleven performers elected for the first time have joined the Board to work on behalf of their fellow performers. There are equal numbers of men and women members on this Board, which is composed of three colleges that represent all types of performer: actors, musicians, dancers, etc.*

## « Mon compte », mon lien avec l'Adami en ligne

L'espace « artiste » personnalisé et sécurisé a été ouvert fin 2015. Il permet à chacun de disposer d'un compte personnel qui lui permet de consulter directement en ligne ses bordereaux de paiement, son répertoire connu de l'Adami et ses règlements ainsi que d'effectuer des démarches (mise à jour de coordonnées, déclarations...). Une messagerie permettant de contacter directement le service « Relation artistes » a été ouverte début 2016. La prochaine étape permettra à chacun d'effectuer ses éventuelles réclamations en ligne.

### ***“My account”, my link with Adami online***

*The personalised “performer” space is secure and was put online at the end of 2015. It provides all performers who want it a personal account that gives them direct online access to their payment statements, performances known by Adami and payments, as well as enabling them to carry out some tasks online (update contact details, submit applications, etc.). At the beginning of 2016, an electronic messaging service was introduced enabling performers to contact the Performers Relations Department directly. The next step will enable performers to file any claims online.*

[Q artistes.adami.fr](http://artistes.adami.fr)





## Un système d'information performant

L'important chantier de refonte des systèmes d'information touchant à la fois le système de répartition et son paiement, entrepris depuis 2011, s'est poursuivi en 2015.

Les principaux outils mis en production ont concerné la « base artistes », l'automatisation de l'immatriculation des associés dans la base internationale IPD (International Performer Database), l'ensemble des traitements permettant de synchroniser les bases de données Adami et le site « Relation artistes », ainsi que le projet de base internationale de données des œuvres sonores et audiovisuelles (VRDB2).

Cette dernière permettra des échanges internationaux plus fluides et transparents, le rapprochement des répertoires français de l'Adami et de la Spedidam, l'optimisation de la qualité des données communes et la simplification des processus, l'harmonisation des pratiques grâce à la connaissance des méthodes des sociétés internationales.

### *Efficient information system*

*The major project of updating the information system, which began in 2011, affects both the distribution and payment system, continued in 2015. The main rolled-out concerned the "performers database", automation of the process for registering members in the International Performers Database (IPD), all processing that helps to synchronise Adami's databases and the "Performers Relations" website, as well as the planned international Virtual Recording Database (VRDB2).*

*VRDB2 will help to make international exchanges easier and more transparent, reconcile Adami's and Spedidam's French performance data, optimise the quality of shared data, simplify processes and harmonise practices thanks to knowledge of international companies' methods.*

## L'ADAMI FORCE DE PROPOSITION

### Le projet de loi liberté de création, architecture et patrimoine

L'actualité législative de l'année 2015 a été principalement concentrée sur les premières lectures par le Parlement du projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, aboutissement de nombreuses années de mobilisation pour faire progresser la rémunération des artistes-interprètes sur Internet.

Ce texte est censé fixer dans ses grandes lignes les modalités de rémunération des artistes à l'ère du numérique. L'Adami proposait avec la Spedidam d'instaurer un droit à rémunération versé directement aux artistes par les plateformes d'écoute de musique en streaming. Ajouté à la rémunération contractuelle, ce droit nouveau aurait garanti à chacun, qu'il soit artiste principal ou musicien d'accompagnement, une rémunération minimale décente, mais cette disposition n'a pas été votée.

L'Adami avait pourtant publié en mars 2016, une information dénonçant la faiblesse des revenus des artistes sur le streaming. À partir des données de marché de la musique et des droits des artistes-interprètes au titre de la radio, cette analyse compare leurs revenus à partir des principaux usages de la musique enregistrée (voir schéma ci-contre).

L'Adami demandait également, ainsi que la Spedidam et les principaux syndicats d'artistes, l'extension du régime de la rémunération équitable au webcasting, c'est-à-dire à la radio sur Internet. Cette mesure a été votée.

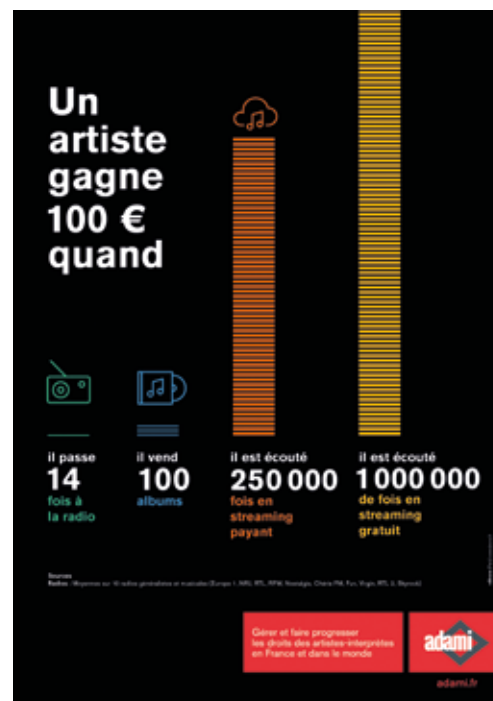
Une troisième mesure, également adoptée, portée par l'Adami concerne l'extension du régime de la copie privée audiovisuelle au cloud computing (informatique « dans les nuages » : accès au réseau à la demande, où les ressources sont partagées sur des serveurs distants) et plus particulièrement aux magnétoscopes numériques virtuels (nPVR). Ces nouveaux services qui permettent à leurs utilisateurs d'enregistrer et donc de copier un contenu (à partir d'une source licite) et de le stocker dans un espace en ligne mis à disposition par le fournisseur d'accès en ligne.

#### *Adami campaigning for equitable sharing of value*

#### **Freedom of creation, architecture and heritage bill**

*New legislation in 2015 news focused on the first readings by Parliament of the bill on freedom of creation, architecture and heritage, the accumulation of many years' campaigning for an improvement of performers' remuneration for their work available online.*

*This legislation will set out in broad terms performers' remuneration terms in this digital age. Adami and Spedidam suggested that a remuneration right be directly paid to performers by the online music streaming platforms. In addition to this contractual remuneration, this new law is expected to guarantee each performer, whether lead performer or backing musician, a minimum fair remuneration, but this legislation has not been passed.*



*However Adami had published in March an information denouncing the pitiful levels of income performers earn from streaming. Using data of the music market and data of performers' rights with regard to radio, this analysis provides a breakdown of performers' income by main use of the music recorded.*

*Adami and Spedidam and the performing artists trade unions also asked that the equitable remuneration regulations be extended to webcasting (internet radio).*

*Adami is also asking that the adopted regulations on audiovisual private copying be extended to cloud computing (on demand network access, where the resources are shared on remote servers) and more particularly to digital recorders (nPVR). These new services that enable users to record and therefore copy content (from an unlawful source) and store them in a space online provided by online service providers.*

## Un nouvel élan pour la rémunération pour copie privée

### Les députés confortent la copie privée

La rémunération pour copie privée a fêté ses 30 ans en 2015. Un rapport parlementaire, publié le 15 juillet 2015, pérennise le principe fondateur de la rémunération des artistes. Travail mené de manière indépendante et équilibrée, ce rapport formule 14 propositions pour l'avenir de la copie privée. Les parlementaires appelant notamment à plus de transparence sur les 25 % de la rémunération pour copie privée utilisés pour financer l'action artistique et culturelle.

> Rapport n° 2978 :  
[www.assembleenationale.fr](http://www.assembleenationale.fr)

### La Commission pour la rémunération de la copie privée a repris ses travaux

La Commission pour la rémunération de la copie privée a pour mission de fixer les barèmes de rémunération applicables aux supports de copie privée. Paralysée par la démission de certains de ses membres, cette commission ne s'était plus réunie depuis la fin de l'année 2012. En 2015, la commission a été recomposée et ses travaux ont repris. La commission a arrêté un plan d'action sur trois ans. Ce plan comprend notamment le lancement d'études d'usage permettant de calculer les barèmes de copie privée à partir d'informations précises sur les pratiques de copie des consommateurs. Sa composition :

- ◆ 12 représentants des ayants-droit : auteurs, producteurs et artistes-interprètes.
- ◆ 12 représentants des redevables : 6 consommateurs et 6 industriels.

### New drive for private copying remuneration

#### Deputies of the French National Assembly consolidate private copying remuneration

*In 2015 private copying remuneration had been operating for 30 years. A parliamentary report published on 15 July 2015 maintains the founding principle of performers' remuneration. The report, which was compiled independently and in a balanced manner, sets out 14 proposals for future private copying. In particular, parliamentarians call for more transparency regarding the 25% of private copying remuneration used to fund artistic and cultural actions.*

> Report No. 2978:  
[www.assembleenationale.fr](http://www.assembleenationale.fr)

### The private copying remuneration Committee resumes its work

*The private copying remuneration Committee has the job of setting the remuneration scales applying to private copying media. Because of the resignation of some of the Committee's members, the Committee had not met since the end of 2012. In 2015, the Committee was recomposed and resumed its work. The Committee has drawn up a three-year action plan. The plan includes the launch of studies of use to help calculate private copying remuneration scales based on accurate information on consumers' private copying practices. The Committee mission comprises:*

- 12 representatives of right-holders: authors, producers and performers.
- 12 representatives of individuals and companies liable for rights payments: 6 consumers and 6 manufacturers.



## 2<sup>e</sup> Panorama des industries culturelles et créatives en France

---

Société d'artistes-interprètes, l'Adami, partenaire de France Créative, a participé à ce second panorama paru en octobre 2015 qui analyse le poids de l'économie de la culture et de la création en France.

Malgré un contexte économique tendu, cette étude met en exergue, la bonne santé économique de la filière culturelle et créative, qui affiche une augmentation de 1,2 % par rapport à la précédente analyse de 2013. Au-delà des chiffres, l'étude intègre les valeurs universelles de la culture porteuses de sens, d'émancipation et de lien social. La culture participe du dynamisme des territoires, au rayonnement international de notre pays et contribue à l'attractivité de l'Europe.

### **2<sup>nd</sup> overview of cultural and creative industries in France**

*Company of performers, Adami, partner of France Creative, took part in this second overview that came out in October 2015, which analyses the contribution made by culture and creation in France.*

*Despite a particularly difficult economic situation, this study highlights the good economic health of the cultural and creative sector, which has grown by 1.2% since the last overview of 2013. Apart from the figures, the study includes the universal values of culture that provides meaning, emancipation and social ties. Culture contributes to the vibrancy of regions, France's international reach, and Europe's appeal.*

 [www.francecreative.fr](http://www.francecreative.fr)



## Les actions menées à l'international et en Europe en 2015

### Garantir demain la rémunération des artistes

L'Adami a présenté au Midem 2015 une étude sur le marché mondial de la gestion collective des droits voisins des artistes-interprètes et des producteurs\*. Selon cette étude, les droits voisins représentent aujourd'hui au niveau mondial 2,03 milliards d'euros. Pour mémoire les droits d'auteurs représentent 7,8 milliards d'euros (2013). Avec 48 % de ces droits, l'Europe est le principal « marché » des droits voisins. Dans ce domaine, l'avenir réside dans la capacité à gérer efficacement de très importants volumes de données internationales.

- ◆ Le marché mondial des droits voisins pèse un peu plus de deux milliards d'euros en 2013.
- ◆ Les droits musicaux représentent quasiment 90 % des droits voisins.
- ◆ Les droits audiovisuels sont estimés autour de 200 millions d'euros.
- ◆ L'Europe est le principal marché pour les droits voisins avec près de la moitié de la collecte mondiale (48,33 %), suivie par l'Amérique du Nord (30,40 %).
- ◆ Le marché des droits voisins est essentiellement concentré dans dix pays qui contrôlent 82 % des perceptions mondiales. Outre les États-Unis, la Grande-Bretagne

(12 %), la France (11 %), le Japon (7 %), le Brésil (7 %), l'Allemagne (7 %), l'Argentine (3 %), les Pays-Bas (3 %), le Canada (2 %) et la Norvège (2 %) constituent les dix premiers marchés mondiaux.

- ◆ Hors les dix premiers marchés, le reste du monde compte pour 18 % des perceptions, les pays européens représentant 80 % de ces perceptions.

\* Par Emmanuel Legrand, journaliste, et John Simpson, ancien directeur général de SoundExchange, société américaine homologue de l'Adami pour le secteur sonore, actuellement professeur à l'Université de Washington.

## Work conducted in Europe and the rest of the world in 2015

[www.adami.fr](http://www.adami.fr)

### Guaranteeing performers' future remuneration

At the 2015 international record industry fair (MIDEM), Adami presented a global market study of the collective administration of performers' rights\*. According to this study, performers' rights currently represent 2.03 billion euros globally. For the record, royalties represented 7.8 billion euros in 2013. Europe is the leading market of performers' rights, accounting for 48% of rights. The future of this "market" resides in the ability to effectively manage very large volumes of international data.

- The global market of performers' rights represented just over two billion euros in 2013.
- Musical rights account for almost 90% of performers' rights.
- Audiovisual rights are estimated at around 200 million euros.

- Europe is the leading market for performers' rights, with nearly half of global collections (48.33%), followed by North America (30.40%).
- The performers' rights market is mainly concentrated in ten countries, which control 82% of collections worldwide. Besides the United States, the United Kingdom (12%), France (11%), Japan (7%), Brazil (7%), Germany (7%), Argentina (3%), the Netherlands (3%), Canada (2%) and Norway (2%) comprise the ten leading global markets.
- Excluding these ten leading markets, the rest of the world accounts for 18% of collections, and European countries represent 80% of these collections.

\* By Emmanuel Legrand, journalist, and John Simpson, former CEO of the US company SoundExchange, Adami's US counterpart for the audio sector, currently professor at the University of Washington.



## Les échanges internationaux

L'Adami perçoit et répartit les droits des artistes-interprètes dont les prestations sont exploitées en France, quelle que soit leur nationalité, qu'ils soient ou non ses membres ou ceux de sociétés de gestion collective étrangères. Pour que ces droits soient ensuite versés à tous les artistes, l'Adami a participé au développement international d'accords de représentation. Elle perçoit également par ce mécanisme d'échange les droits collectés à l'étranger pour le compte de ses membres associés.

Ces sociétés se sont fédérées au sein du SCAPR : « *Societies' Council for the Collective Management of Performers' Rights* » (Association internationale de gestion collective des droits des artistes-interprètes), dont les activités se déclinent en groupes de réflexion et d'échanges sur les sujets partagés par toutes les sociétés de gestion collective : juridique (*Legal Working Group*), administration et distribution des rémunérations (*Right and Administration Working Group*), technique (*Technical Working Group*), coopération et développement (*Cooperation and Development Working Group*). Le SCAPR développe également une base de données internationale dont le but est de faciliter les échanges de droits

entre ses membres. L'Adami participe activement à l'ensemble de ces travaux car ils sont un enjeu majeur pour l'avenir des droits des artistes dans un contexte très mondialisé marqué par l'importance du « big data ».

L'Adami a poursuivi en 2015 sa politique de signature et de gestion d'accords de représentation avec les sociétés homologues étrangères. Elle a complété la couverture de l'Europe en signant un accord de représentation réciproque avec la société finlandaise Gramex pour les droits à rémunération du domaine sonore, et avec la société hongroise EJI pour l'échange des droits gérés collectivement dans les domaines sonore et audiovisuel. L'accord signé avec la société brésilienne Abramus permettra aux artistes des deux pays de percevoir réciproquement leurs droits de copie privée sonore et de rémunération équitable.

## International exchanges

*Adami collects and distributes the rights of performers whose work is used in France, irrespective of their nationality, whether they are its members or not, or members of foreign collective management organisations. In order that these rights are then paid to all performers, Adami participated in developing international representation agreements. Through this exchange mechanism, Adami collects the rights collected abroad on behalf of its associate members.*

*These companies are grouped together in SCAPR: Societies' Council for the Collective Management of Performers' Rights, whose activities are structured around working groups that examine subjects shared by all collective management organisations: legal working group, rights and administration working group, technical working group and cooperation and development working group). SCAPR has also developed an international database whose purpose is to facilitate the exchange of*

Le SCAPR développe également une base de données internationale dont le but est de faciliter les échanges de droits entre ses membres.

*SCAPR has also developed an international database whose purpose is to facilitate the exchange of performers' rights payments between its members.*

*performers' rights payments between its members. Adami actively participates in all these activities as they are a major component for future performers' rights in a highly globalised world marked by the importance of big data.*

*In 2015, Adami continued its policy of signing and managing representation agreements with foreign counterpart organisations. It completed its cover of Europe by signing a reciprocal representation agreement with the Finnish organisation Gramex, for remuneration rights in the audio sector, and with the Hungarian organisation EJI for the exchange of performers' rights managed collectively in the audio and audiovisual sectors. The agreement signed with the Brazilian organisation Abramus will enable the two countries' performers to reciprocally receive payment of audio private copying and equitable remuneration rights.*

### Une présence internationale

L'Adami rencontre régulièrement les représentants de sociétés homologues ou de délégations étrangères pour échanger sur la propriété intellectuelle et la gestion collective des droits des artistes-interprètes. Elle a participé à la rencontre entre les représentants des sociétés de gestion collective européennes et les représentants européens de la FIA (Fédération Internationale des Acteurs) à Bled (Slovénie) ou des représentants des syndicats d'artistes marocains et du Bureau des droits d'auteurs et droits voisins à Tanger (Maroc) pour le développement de la protection des droits des artistes-interprètes au Maroc et plus largement en territoire africain.

### International presence

*Adami regularly meets the representatives of foreign counterpart organisations to discuss intellectual property and the collective management of performers' rights. It was present at the gathering of representatives of European collective management organisations and European representatives of the International Federation of Actors (IFA) in Bled (Slovenia) or the representatives of Moroccan performers' unions and of the Bureau of copyright and related rights in Tangiers (Morocco) for the protection of performers' rights in Morocco and more widely in Africa.*

L'Adami membre de l'ALAI, (Association Littéraire et Artistique Internationale) fondée à Paris par Victor Hugo en 1878, a participé en 2015 au congrès de Bonn, consacré aux modèles économiques de rémunérations des œuvres et enregistrements dans l'environnement numérique, dont la gestion collective s'est révélée un exemple positif et consacré par nombre des participants internationaux.

Enfin, l'Adami est observateur auprès de l'OMPI (Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle) et suit les travaux de son assemblée générale sur le traité en préparation au titre de la protection des émissions des organismes de radiodiffusion et son impact potentiel sur les droits voisins, tout en se préoccupant de la ratification du traité de Beijing sur la protection des interprétations et exécutions audiovisuelles.

*Adami is a member of ALAI (International Literary and Artistic Association), which was founded in Paris by Victor Hugo in 1878, and took part in the 2015 congress in Bonn, which was dedicated to economic models of remuneration of works and recordings in a digital environment, the collective management of which was shown to be a positive example and attended by a number of international participants.*

*Finally, Adami is an observer with the World Intellectual Property Organisation (WIPO) and monitors the work of its members on the treaty under preparation on the protection of broadcasting organisations' programmes and its potential impact on performers' rights, as well as the ratification of the Beijing treaty on the protection of audiovisual performances and uses.*



## Au plan européen

L'Adami est directement impliquée dans le débat sur l'éventuelle réouverture de la Directive 2001/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2001 visant l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information. Elle a participé à plusieurs consultations écrites ouvertes par la Commission européenne sur les révisions des directives Droit d'auteur, Services médias audiovisuels ou Plateformes en ligne.

À l'occasion de la publication de la communication de la Commission européenne sur la modernisation du droit d'auteur dans le marché unique numérique européen le 9 décembre 2015, l'Adami a publiquement salué la prise en compte du droit à une juste rémunération des artistes qu'elle défend au sein de la coalition « *Fair Internet for Performers* ».

[www.fair-internet.eu](http://www.fair-internet.eu)

L'Adami a signalé l'absence d'analyses économiques et factuelles dans les travaux de la Commission européenne, notamment sur la copie privée, et plus généralement de toutes mesures qui reviendraient à appauvrir les créateurs, au prétexte qu'elles seraient susceptibles d'améliorer la circulation des contenus protégés dans le marché unique numérique, alors qu'il est établi que l'exception de copie privée favorise la liberté de copie pour les consommateurs et fournit une juste compensation pour les créateurs.

L'Adami a poursuivi sa participation aux travaux du CSPLA (Conseil Supérieur de la Propriété Littéraire et Artistique), dont le rapport confié au Professeur Pierre Sirinelli sur l'articulation des Directives 2001/29 « Société de l'Information » et 200/31 « Commerce Électronique », est une étape importante dans la construction des positions françaises pour les travaux européens à venir. Travaux qui se poursuivront en 2016 par une réflexion sur le droit de communication au public en lien avec l'expansion des plateformes numériques en Europe.

## In Europe

*Adami is directly involved in the debate on the possible reopening of Directive 2001/29/EC of the European Parliament and Council of 22 May 2001 on harmonising certain aspects of copyright and performers' rights in the information society. It contributed to several written consultations opened by the European Commission on revisions of directives on copyright, audiovisual media services and online platforms.*

*Upon publication of the European Commission's communication on the modernisation of copyright in the single European digital market on 9 December 2015, Adami publicly welcomed inclusion of the performers' right to fair remuneration, which it defends within the coalition "Fair Internet for Performers".*

*> fair-internet.eu*

*Adami signalled the absence of economic and factual analyses in the European Commission's work, notably on private copying and, more generally, on all measures that would impoverish creators, on the pretext that it would likely improve the circulation of protected content in the single digital market, whereas it is established that the private copying exception promotes freedom of copying for consumers and provides fair remuneration for creators.*

*Adami continued its involvement in the work of the CSPLA (Higher Council for Literary and Artistic Property), whose report, entrusted to professor Pierre Sirinelli, on the interplay between the 2001/29 "Information Society" Directive and the 200/31 "Electronic Commerce" Directive is an important step in the construction of French positions for future European works. Works that will continue in 2016 by an examination of the communication to the public right linked to the expansion of digital platforms in Europe.*





## Les rencontres européennes des artistes (REA)

Les REA sont nées en l'an 2000, à l'ère d'Internet, avec pour mission de faire rayonner la voix des artistes. Elles sont devenues au fil des années un rendez-vous incontournable pour tous les acteurs de la filière, un lieu privilégié de réflexions et de partage d'expériences. Elles permettent de dresser chaque année un état des lieux de la profession mais d'être également un véritable laboratoire d'idées pour demain.

Les REA se sont déroulées les 2 et 3 avril 2015 à Metz, métropole européenne culturelle au carrefour de l'Allemagne, du Luxembourg et de la Belgique. Cette quinzième édition a réuni 310 participants, issus d'une dizaine de pays autour des trois débats

principaux : la présentation de l'étude sur les droits voisins dans le monde commanditée par l'Adami, le sens de l'engagement pour un artiste et l'agenda du nouveau parlement européen relatif à la réglementation du droit d'auteur. La création de la coalition de tous les artistes européens « *Fair Internet for Performers* » pour un partage équitable de la valeur sur Internet a été annoncée aux REA.

### **Performers' European Conferences**

*Performers' European conferences began in 2000 with the development of internet and with the aim of giving performers' a voice. Over the years, the conferences have become an important gathering of stakeholders of the performing arts sector, an opportunity for reflection and sharing of experience. Each year, they are an opportunity to take stock of the profession, as well as being a real laboratory of ideas for the future.*

*The conferences were held on 2 and 3 April 2015, in Metz, a European cultural centre at the crossroads of Germany, Luxembourg and Belgium.*

*This fifteenth staging of the conferences was attended by 310 participants from ten or so countries and was organised around three main debates: presentation of the study commissioned by Adami on performers' rights in the world, the sense of commitment for a performer, and the calendar of the new European Parliament regarding copyright regulation. The founding of the coalition of all European performers "Fair Internet for Performers" for the an equitable sharing of value on the internet was announced at the event.*

# 3 ANNEXES

APPENDICES



## BILAN SIMPLIFIÉ (AU 31 DÉCEMBRE 2015)

*Simplified balance sheet as at 31 december 2015*

<b>ACTIF (en euros)</b> <i>Assets (in euros)</i>	<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b> <i>Non-current assets</i>		
Immobilisations incorporelles <i>Intangible assets</i>	976 199 €	910 755 €
Immobilisations corporelles <i>Property and equipment</i>	4 271 189 €	3 847 658 €
Immobilisations financières <i>Financial Assets</i>	45 689 €	45 689 €
<b>Total de l'actif immobilisé</b> <i>Total non-current assets</i>	<b>5 293 077 €</b>	<b>4 804 103 €</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b> <i>Current assets</i>		
Stock et en-cours <i>Inventories and work-in-progress</i>	32 466 €	39 247 €
Créances <i>Loans and receivables</i>	13 758 001 €	25 721 351 €
Disponibilités et VMP <i>Cash and cash equivalents and marketable securities</i>	127 109 638 €	109 870 749 €
<b>Total de l'actif circulant</b> <i>Total current assets</i>	<b>140 900 105 €</b>	<b>135 631 347 €</b>
Charges constatées d'avance <i>Prepaid expenses</i>	180 670 €	273 808 €
Charges étalées sur plusieurs exercices <i>Deferred expenses</i>	249 783 €	0 €
<b>Total de l'actif</b> <i>Total assets</i>	<b>146 623 636 €</b>	<b>140 709 257 €</b>



<b>PASSIF (en euros)</b> <i>Liabilities and equity (in euros)</i>	<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b> <i>Shareholders' equity</i>		
Capital social <i>Share capital</i>	45 322 €	43 665 €
Réserve réglementée <i>Statutory reserve</i>	0 €	0 €
Autres réserves <i>Other reserves</i>	19 361 €	19 361 €
Non-répartissables affectés à l'acquisition d'actif <i>Non-distributable reserves allocated to the acquisition of assets</i>	2 313 575 €	2 407 690 €
Report à nouveau <i>Retained earnings</i>	4 564 901 €	2 886 317 €
Résultat de l'exercice <i>Earnings for the year</i>	737 886 €	1 678 584 €
<b>Total des capitaux propres</b> <i>Total shareholders' equity</i>	<b>7 681 046 €</b>	<b>7 035 646 €</b>
Provisions pour risques et charges <i>Provisions for liabilities and charges</i>	32 414 €	125 414 €
<b>DETTES</b> <i>Liabilities</i>		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit <i>Bank loans</i>	704 800 €	3 182 601 €
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>Trade payables and related accounts</i>	760 224 €	807 398 €
Dettes fiscales et sociales <i>Tax and social security liabilities</i>	7 109 730 €	8 250 061 €
Autres dettes <i>Other liabilities</i>	130 321 671 €	121 306 431 €
<b>Total des dettes</b> <i>Total liabilities</i>	<b>138 896 426 €</b>	<b>133 546 490 €</b>
Produits constatés d'avance <i>Deferred income</i>	13 750 €	1 706 €
<b>Total de l'actif</b> <i>Total liabilities and equity</i>	<b>146 623 636 €</b>	<b>140 709 257 €</b>



## COMPTE DE RÉSULTAT SIMPLIFIÉ (AU 31 DÉCEMBRE 2015)

*Simplified income statement  
(for the year ended 31 december 2015)*

<b>ACTIF (en euros)</b> <i>Assets (in euros)</i>	<b>2015</b>	<b>2014</b>
Ressources de fonctionnement <sup>(1)</sup> <i>Operating revenue<sup>(1)</sup></i>	11 123 521 €	11 410 202 €
Charges de fonctionnement <sup>(2)</sup> <i>Operating expenses<sup>(2)</sup></i>	- 11 969 447 €	- 11 410 744 €
<b>Excédent/insuffisance des ressources par rapport aux charges</b> <i>Excess/loss of revenue compared to expenses</i>	<b>- 845 925 €</b>	<b>- 543 €</b>
Produits financiers <sup>(3)</sup> <i>Financial income<sup>(3)</sup></i>	1 626 972 €	1 685 575 €
Charges financières <sup>(4)</sup> <i>Financial expenses<sup>(4)</sup></i>	0 €	0 €
<b>Résultat financier</b> <i>Net financial income</i>	<b>1 626 972 €</b>	<b>1 685 575 €</b>
<b>Excédent/insuffisance courant</b> <i>Excess/loss on ordinary activities</i>	<b>781 047 €</b>	<b>1 685 032 €</b>
Produits exceptionnels <sup>(5)</sup> <i>Non-recurring revenue<sup>(5)</sup></i>	3 149 €	18 062 €
Charges exceptionnelles <sup>(6)</sup> <i>Non-recurring expenses<sup>(6)</sup></i>	- 46 310 €	- 24 510 €
<b>Résultat exceptionnel</b> <i>Net non-recurring expense</i>	<b>- 43 161 €</b>	<b>- 6 448 €</b>
Impôts sur les bénéfices <sup>(7)</sup> <i>Income tax<sup>(7)</sup></i>	-	-
<b>Total des ressources<sup>(1)+(3)+(5)</sup></b> <i>Total revenue<sup>(1)+(3)+(5)</sup></i>	<b>12 753 642 €</b>	<b>13 113 839 €</b>
<b>Total des charges<sup>(2)+(4)+(6)+(7)</sup></b> <i>Total expenses<sup>(2)+(4)+(6)+(7)</sup></i>	<b>12 015 757 €</b>	<b>11 435 255 €</b>
<b>Excédent/Insuffisance</b> <i>Excess/Loss</i>	<b>737 886 €</b>	<b>1 678 584 €</b>



## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION (ÉLU LE 8 DÉCEMBRE 2015)

### *The administrative council*

#### ◆ Collège artistes dramatiques

##### *Actors college*

Catherine ALMERAS  
Jean BARNEY  
Anne BOUVIER  
Catherine CHEVALLIER  
Eva DARLAN  
François DUNOYER  
Sylvie FEIT  
Jacques FRANTZ  
Dominique FROT  
Sam KARMANN  
Bernard MENEZ  
Michèle SIMONNET  
Philippe TORRETON  
Jean-Paul TRIBOUT

#### ◆ Collège artistes de variétés

##### *Popular singers college*

Christine DELAROCHE  
Joël FAVREAU  
Claude FONFREDE  
Katerine GIERAK  
Jacques HAUROGNE  
Michel JOUBERT  
Karim KACEL  
Xavier LACOUTURE  
Jean-Jacques MILTEAU  
Mireille RIVAT

#### ◆ Collège chefs d'orchestre et solistes du chant, de la musique et de la danse

*Orchestra conductors and solo singers, musicians and dancers college*

##### **Chefs d'orchestre**

###### *Conductors*

Jérôme CORREAS

##### **Artistes Lyriques**

###### *Opera singers*

Eve BRENNER  
Sonia NIGOGHOSSIAN  
Françoise PETRO

##### **Musiciens**

###### *Musicians*

Emmanuelle BERTRAND  
André CECCARELLI  
Annelise CLEMENT

##### **Danseurs**

###### *Dancers*

Isabelle GONZALEZ  
Claire RICHARD  
Xavier TIMMEL

#### ◆ Le bureau

##### *The bureau*

Jean-Jacques MILTEAU  
Président  
*Chairman*

Emmanuelle BERTRAND  
1<sup>re</sup> secrétaire générale adjointe  
*1<sup>st</sup> deputy company secretary*

Jacques FRANTZ  
2<sup>e</sup> secrétaire général adjoint  
*2<sup>nd</sup> deputy company secretary*

Jacques HAUROGNE  
Trésorier adjoint  
*Deputy treasurer*

Michel JOUBERT  
Trésorier  
*Treasurer*

Karim KACEL  
Vice-président du collège artistes de variétés  
*Vice-Chairman of the popular singers college*

Sonia NIGOGHOSSIAN  
Vice-présidente du collège des chefs d'orchestre et solistes du chant, de la musique et de la danse  
*Orchestra conductors and solo singers, musicians and dancers college*

Michèle SIMONNET  
Secrétaire générale  
*Company secretary*

Jean-Paul TRIBOUT  
Vice-président du collège artistes dramatiques  
*Vice-chairman of the actors college*



## COMITÉ DE DIRECTION

### *Executive Committee*

Bruno BOUTLEUX  
Directeur général-gérant  
*Chief Executive Officer*

Tina CHARLON  
Paul LAVERGNE (intérim)  
Directrice de l'Association artistique  
de l'Adami  
*Director of the Adami Artistic  
Association*

Claire CZERNIAK  
Directrice de la répartition  
*Head of Distribution*

Anne-Charlotte JEANCARD  
Directrice des affaires juridiques et  
internationales  
*Director of Legal and International  
Affairs*

Antoine MARIE  
Directeur des systèmes d'information  
*Chief Information Officer*

Paule POUJOL-ROBERT  
Directrice administrative et financière  
*Chief Financial and Operating Officer*

Odile RENAUD  
Directrice de l'action artistique  
*Director of Cultural Activities*

Benjamin SAUZAY  
Directeur des affaires institutionnelles  
*Director of Institutional Strategy  
Affairs*

Carine DESCHENES  
Responsable de la communication  
*Chief Communications Officer*

Hélène de MARIGNAN  
Responsable ressources humaines  
*Human Resources Manager*

## CONTACTS UTILES

### *Useful contacts*

Informations, mises à jour et contacts > [artistes.adami.fr](http://artistes.adami.fr)  
*Informations, updates and contacts*

Action artistique  
*Cultural Activities*  
[actionartistique@adami.fr](mailto:actionartistique@adami.fr)

Association artistique de l'Adami  
*Adami Artistic Association*  
[3a@adami.fr](mailto:3a@adami.fr)

Communication  
*Communication*  
[communication@adami.fr](mailto:communication@adami.fr)





14 - 16, rue Ballu  
75311 Paris cedex 09 - France  
Tél. : 33 (0)1 44 63 10 00

R.C.S. Paris D 784412900  
Société civile à capital variable  
SIRET 78441290000085  
APE 9002Z